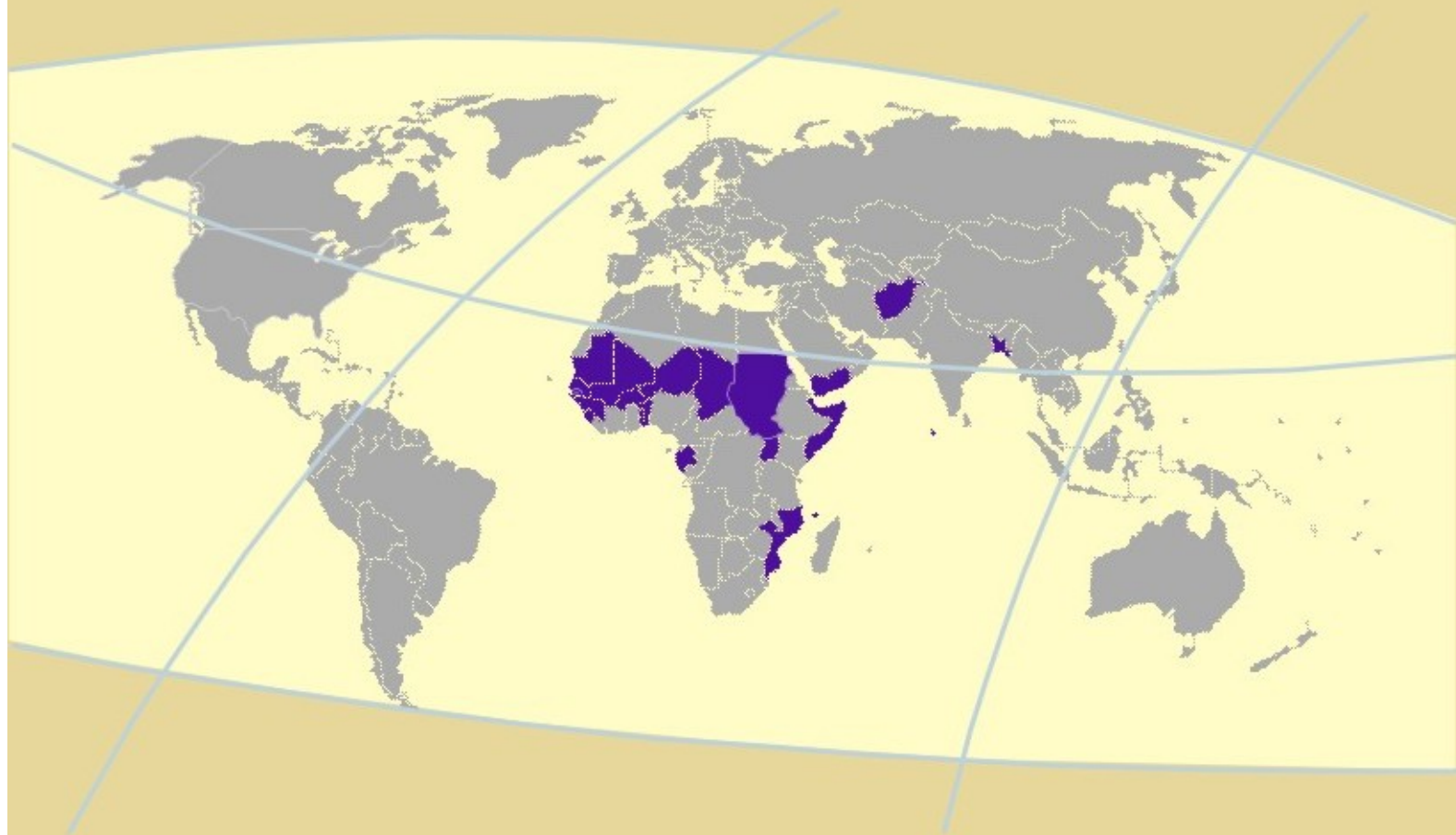


PROBLEMES ECONOMIQUES DES PAYS LES MOINS AVANCES ET DES PAYS ENCLAVES DE L'OCI 2007



L'Organisation de la Conférence Islamique

Centre de Recherches Statistiques, Economiques et
Sociales et de Formation Pour Les Pays Islamiques
(SESRIC)

PROBLEMES ECONOMIQUES DES PAYS LES MOINS AVANCES ET DES PAYS ENCLAVES DE L'OCI, 2007



Centre de Recherches Statistiques, Economiques et Sociales et de
Formation pour les Pays Islamiques (SESRIC)

Centre de Recherches Statistiques, Economiques et Sociales et de
Formation pour les Pays Islamiques (SESRIC)

Attar Sokak No. 4, 06700 GOP, Ankara, TURQUIE
Tel: **(90-312) 468 6172** (4 lignes) Fax: **(90-312) 468 5726**
E-poste: **oi ankara@sesric.org** Web: **www.sesric.org**

Table des Matières

1. Introduction	1
2. PMA de l'OCI: Tendances Economiques Récentes	2
2.1. Vue d'ensemble.....	2
2.2. Structure de l'Economie	3
2.3. Production et Croissance.....	4
2.4. Inflation	7
2.5. Exportations et Importations	10
2.6. Position de la Balance Commerciale, des Comptes Courants et des Réserves de Change.....	12
3. Les Tendances dans le Financement Extérieur	13
4. Dette Extérieure	17
5. Développement Humain et Eradication de la Pauvreté.....	24
6. Conclusion et Recommandations.....	28
Références.....	36

Fenêtres

Fenêtre 1: Prix élevés de Denrées Alimentaires : Un Avantage pour les Fermiers mais un Fardeau pour les PMA et les Pauvres	9
Fenêtre 2: Dette Extérieure et les PMA.....	23
Fenêtre 3: Rôle de Micro-finance dans l'Atténuation de la Pauvreté dans les Pays Moins Avancés	27

Tableaux

Tableau 1: Structure de la Production (Valeur ajoutée en % du PIB, moyenne 2000-2005).....	3
Tableau 2.a: PIB et PIB par Habitant (à prix courants).....	4
Tableau 2.b: Population et PIB Cumulatifs des OCI-PMA	5
Tableau 3: PIB en Termes Réels, PIB par Habitant et Population (% annuel moyen de changement)	6
Tableau 4: Taux moyens d'inflation (Variation annuelle en pourcentage des prix à la consommation).....	8
Tableau 5: Exportations de Marchandises.....	10
Tableau 6: Importations de Marchandises.....	11
Tableau 7: Balance Commerciale, Comptes Courants et Réserves de Change.....	12
Tableau 8: l'Ecart des Ressources (% of PIB)	13
Tableau 9: Les Flux Financier Totaux (Net en milliards de dollars des Etats-Unis)	15
Tableau 10: Aide Publique au Développement (APD).....	15
Tableau 11: Flux Nets d'IED.....	16
Tableau 12: Dette Extérieure Totale (DET) et Service Total de la Dette (STD).....	18
Tableau 13: Composition du Stock de la Dette Extérieure Totale (en % du total)	18
Tableau 14: Ratios d'Endettement (%).....	20
Tableau 15: Ratios de la Charge de Remboursement de la Dette (%).....	21

Schémas

Schéma 1: Croissance de PIB sur la Croissance Démographique (%)	7
Schéma 2: Croissance du PIB en Termes Réels (%)	7
Schéma 3: Taux d'Inflation Moyens (%)	8
Schéma 4: Croissance des Exportations et des Importations (%).....	11
Schéma 5: Epargnes Domestiques et Formation de Capital en % du PIB.....	14
Schéma 6: IED and APD en % du PIB.....	16
Schéma 7: IED en % du PIB	17
Schéma 8: Composition de la Dette Extérieure de 2005 (en % total).....	19
Schéma 9: Ratios d'Endettement (DET/RNB & DET/EXBS).....	21

Schéma 10: Ratios de la Charge de Remboursement de la Dette (STD/EXBS et INT/EXBS).....	22
Schéma 11: Classement d'IDH des PMA de l'OCI (2005)	24
Schéma 12: Classement d'IPH des PMA de l'OCI (2005)	26

Annexe Statistique

Tableau A.1: Distribution Régionale des PMA du Monde	37
Tableau A.2: Population Totale	38
Tableau A.3: PIB à Prix Courants	39
Tableau A.4: PIB par Habitant (en dollars à prix courants).....	40
Tableau A.5: Structure de la Production (en % du PIB, moyenne 2000-2005).....	41
Tableau A.6: Taux de Croissance Réelle du PIB (en Pourcentage)	42
Tableau A.7: Taux Moyens d'Inflation Annuelle (Variation annuelle en % des prix à la consommation).....	43
Tableau A.8: Exportations de Marchandises (FAB, en millions de dollars)	44
Tableau A.9: Importations de Marchandises (CAF, en millions de dollars)	45
Tableau A.10: Balance des Comptes Courants (en millions de dollars)	46
Tableau A.11: Réserves à l'Exclusion de l'Or (en millions de dollars)	47
Tableau A.12: Formation Brute de Capital (% of FBC).....	48
Tableau A.13: Epargnes Intérieures Brutes (En % des EIB).....	49
Tableau A.14: Total des Flux Financiers (en millions de \$ nets).....	50
Tableau A.15: Assistance Publique au Développement (en millions de dollars nets)	51
Tableau A.16: Flux d'Investissement Etranger Direct (en millions de dollars).....	52
Tableau A.17: Dette Extérieure Totale (en millions de dollars)	53
Tableau A.18: Service Total de la Dette (STD) (en millions de dollars).....	54
Tableau A.19: Dette à Long Terme (DLT) (en millions de dollars)	55
Tableau A.20: Dette à Court Terme (DCT) (en millions de dollars)	56
Tableau A.21: Utilisation de Crédits du FMI (CR FMI) (en millions de dollars)	57
Tableau A.22: Dette Publique ou Garantie par l'Etat (en millions de dollars).....	58
Tableau A.23: Ratio Dette-RNB.....	59
Tableau A.24: Ratio Dette-Exportation.....	60
Tableau A.25: Ratio Service de la Dette	61
Tableau A.26: Ratio Service de l'Intérêt.....	62
Tableau A.27: Indicateur de Développement Humain du PNUD 2005	63
Tableau A.28: Indicateur de Pauvreté Humaine du PNUD 2005	64

1 INTRODUCTION

Les pays les moins avancés (PMA) sont un groupe de pays qui ont été officiellement identifiés par les Nations Unies comme “moins développés” en raison de la faiblesse de leur Produit Intérieur Brut (PIB) par habitant et de leurs ressources humaines, et leur forte vulnérabilité économique. En 1971, l'Assemblée Générale des Nations Unies a approuvé la première liste des PMA qui, à l'époque, comprenait 24 pays. Au cours des années suivantes, le nombre de ces pays s'est régulièrement accru, pour atteindre 48 en 1994. On espérait bien sûr qu'à mesure que les efforts de développement produisaient leurs effets, les pays allaient, un par un, réussir à se détacher du groupe des PMA. Néanmoins, depuis 1971, un seul pays a réussi à le faire (le Botswana en 1994). L'inclusion officielle du Sénégal à la liste des PMA en 2001 et du Timor-Leste en 2003 a porté le nombre total de ces pays à 50¹.

Avec une population réunie de presque 730 millions en 2006, soit 11,4 pour cent de la population mondiale, les 50 PMA actuels représentent le segment le plus pauvre et le plus faible de la communauté internationale. Le caractère distinctif de ce groupe de pays se manifeste, entre autres, dans l'insuffisance de leurs ressources économiques, institutionnelles et humaines, à laquelle s'ajoutent souvent des handicaps géophysiques. Leur répartition régionale aurait aussi un impact considérable sur leur croissance économique et leur performance en matière de développement. En effet, la majorité d'entre eux (34 pays) se situe en Afrique, notamment dans la région de l'Afrique subsaharienne, 16 pays sont enclavés et 11 sont insulaires (pour la plupart des petites îles). De plus, 34 PMA ont été récemment classés comme pays pauvres très endettés (PPTE) et 28 comme pays exportateurs de produits de base non-pétroliers (pour la plupart agricoles) (voir Tableau A.1 en annexe).

Compte tenu de cet état de fait, les besoins en développement des PMA dépassent de loin les capacités de leurs économies et ressources locales. Par conséquent, leur développement économique et social représente un défi majeur non seulement pour eux-mêmes mais également pour leurs partenaires de développement, et pour toute la communauté internationale. En fait, une attention particulière leur est accordée par les Nations Unies dans leurs efforts pour le développement. Ainsi, au cours des trois dernières décennies, les Nations Unies ont régulièrement suivi les développements dans ces pays, tout en soulignant par là le besoin de concessions spéciales en leur faveur, notamment dans les domaines des finances, du commerce et de la coopération technique. Ces efforts ont conduit à une prise de conscience par la communauté internationale des besoins spéciaux et spécifiques des PMA pour rompre le cercle vicieux du sous-développement qui cause la stagnation économique et la pauvreté.

Sur les 50 PMA actuels, 22 sont membres de l'OCI. Comme pour les autres PMA, le développement économique et social des pays les moins avancés de l'OCI (PMA de l'OCI) représente un défi majeur pour eux-mêmes, leurs partenaires de développement ainsi que pour l'ensemble de la communauté de l'OCI. Dans ce contexte, ce Rapport vise à suivre les développements dans les économies de ce groupe des pays membres de l'OCI et à mettre en évidence leurs problèmes spécifiques, faisant ainsi valoir la nécessité d'actions spéciales en leur faveur, notamment dans les domaines de la coopération financière, commerciale et technique. Il étudie les tendances de leurs principaux indicateurs économiques au cours des cinq dernières années pour lesquelles les données sont disponibles et les compare à celles prévalant dans les groupes de tous les PMA, des pays de l'OCI et des pays en développement. Le Rapport jette également la lumière sur certains sujets de développement présentant un intérêt pour ces pays

¹ Pour plus de détails sur les critères et les seuils nécessaires pour l'inclusion et l'exclusion de la liste des PMA, voir CNUCED, *The Least Developed Countries Report*, 2007, p. iii.

tels que les flux financiers extérieurs, l'assistance publique au développement, la dette extérieure, le développement humain et l'éradication de la pauvreté.

2 PMA de l'OCI: TENDANCES ECONOMIQUES RECENTES

2.1. Vue d'ensemble

La liste initiale des PMA en 1971 comprenait 8 pays membres de l'OCI². Ce nombre a graduellement augmenté pour atteindre 21 en 1997, en raison à la fois des pays qui étaient des PMA et qui ont adhéré à l'OCI (6 pays)³, et des pays qui étaient membres de l'OCI et sont devenus des PMA (7 pays)⁴. L'inclusion officielle du Sénégal dans la catégorie des PMA en 2001 a porté le total des PMA de l'OCI à 22 pays.

Les 22 PMA de l'OCI représentent une grande partie de la performance de tous les PMA à bien des égards. Avec une population totale de 354.75 millions en 2006, soit 48.5 pour cent de la population totale de tous les PMA, ils ont justifié de 56 pour cent de la production totale des produits intérieurs bruts (PIB) de tous les PMA et de 41.2 pour cent de leurs exportations totales de marchandises⁵. Cependant, comme c'est le cas pour les autres PMA, la faiblesse structurelle des économies de la majorité des PMA de l'OCI et l'insuffisance de leur capacité en matière de croissance et de développement entravent leurs efforts pour améliorer concrètement le niveau de vie de la majorité de leurs populations.

La répartition régionale des PMA de l'OCI, qui est généralement aggravée par des désavantages géophysiques, peut être considérée comme un facteur ayant un grand rapport avec leur croissance économique et leur performance en matière de développement. Dans ce contexte, il y a lieu de noter que la majorité des PMA de l'OCI (18 pays) sont situés en Afrique subsaharienne, 4 en Asie; 6 sont des pays enclavés et 2 sont des petits pays insulaires (Tableau A.1 en annexe).

Les PMA de l'OCI, notamment ceux de l'Afrique subsaharienne, sont particulièrement mal dotés pour développer leurs économies locales et assurer à leurs populations un niveau de vie soutenable et adéquat. Leurs économies sont aussi extrêmement vulnérables aux chocs extérieurs et aux catastrophes naturelles car 14 d'entre eux sont encore classés comme pays exportateurs de produits de base non-pétroliers et dépendent ainsi pour leur croissance et leur développement de la production et de l'exportation d'un nombre limité de produits agricoles pour la plupart. De plus, 17 des PMA de l'OCI sont classés comme pays pauvres très endettés (PPTE) (Tableau A.17 en annexe).

Aussi, comme nous le verrons dans les parties suivantes du Rapport, le groupe des PMA de l'OCI constitue le segment le plus pauvre et le plus faible de la communauté de l'OCI. Avec une part de 25.8 pour cent dans la population totale en 2006, les 20 PMA de l'OCI ont justifié de seulement 6.4 pour cent de la production totale (PIB) des pays de l'OCI et de 3.1 pour cent de leurs exportations totales, exprimés en dollars des Etats-Unis courants. Leur PIB moyen par habitant (515 dollars des Etats-Unis) était moins du tiers de celui du groupe des pays de l'OCI (2079 dollars des Etats-Unis).

² Afghanistan, Tchad, Guinée, Mali, Niger, Somalie, Soudan et Yémen.

³ Bénin, Burkina Faso, Maldives, Mozambique, Togo et Ouganda.

⁴ Bangladesh, Comores, Djibouti, Gambie, Guinée-Bissau, Mauritanie et Sierra Leone.

⁵ Voir Tableaux A.2, A.3 et A.8 respectivement en annexe.

2.2. Structure de l'Economie

Cette section au-dessous jette la lumière sur la structure globale des économies des PMA de l'OCI en termes de parts des principaux secteurs économiques dans leur production totale (PIB). Le Tableau 1 ci-dessous, établi à l'aide de données répertoriées dans le Tableau A.5 en annexe, montre les parts moyennes des principaux secteurs économiques dans le PIB du groupe des PMA de l'OCI. La moyenne de la période de cinq ans (2000-2005) a été calculée afin d'éviter les problèmes dus au manque de données pour certains pays et aux effets des fluctuations cycliques pour d'autres.

Tableau 1	Structure de Rendement (À Valeur Ajoutée comme % du PIB)			
	Agriculture	Industrie	<i>de quelle fabrication</i>	Services
OCI-PMA	28	26	12	46
Tous les PMA	30	28	10	42
Pays de l'OCI	13	40	16	47
Pays en Développement	11	37	23	52
Source: Tableau A.5 en Annexe				

Comme c'est le cas dans tous les PMA, les chiffres du Tableau 1 indiquent que le secteur des services, disposant de la plus grande part dans le PIB (46 pour cent), joue un rôle majeur et constitue une source importante de revenus dans le groupe des PMA de l'OCI. Ceci est aussi valable pour les pays de l'OCI et les pays en développement en tant que groupes. Au niveau individuel des pays, le secteur des services détient la plus grande part du PIB dans 15 PMA de l'OCI. Cette part varie entre 28 pour cent en Guinée-Bissau et 80 pour cent au Djibouti (voir Tableau A.5 en annexe).

L'agriculture constitue la deuxième activité économique majeure des PMA de l'OCI en tant que groupe. Bien que la part moyenne du secteur agricole dans leur PIB (28 pour cent) soit considérablement supérieure à celle enregistrée par le groupe des pays de l'OCI (13 pour cent) et le groupe des pays en développement (11 pour cent), elle reste en dessous de la moyenne enregistrée par le groupe de tous les PMA (30 pour cent). Toutefois, l'agriculture demeure l'activité économique principale et est supposée jouer un rôle majeur dans les économies de nombreux PMA de l'OCI. Au niveau individuel des pays, elle souscrit plus de 30 pour cent du PIB dans 14 PMA de l'OCI, et prédomine dans 7 autres pays (Tableau A.5 en annexe). Malgré cette importance, la production agricole dans la plupart des PMA de l'OCI reste largement sous-développée pour satisfaire à la fois le marché local et le marché de l'exportation.

Par ailleurs, avec une part moyenne de 26 pour cent dans le PIB, l'industrie constitue la troisième activité économique majeure dans les PMA de l'OCI en tant que groupe. Cependant, bien que cette part soit légèrement supérieure à celle dans tous les PMA (28 pour cent), le rôle de l'industrie gagne de l'importance dans seulement quelques PMA de l'OCI. Ces pays sont le Yémen (44 pour cent), le seul pays où l'industrie domine, et la Guinée (35 pour cent) et le Tchad (28 pour cent). Cependant, cette importance du secteur vient la plupart du temps de la production pétrolière et minière. Puisque la part de l'industrie en PIB d'aucune économie ne reflète pas entièrement le niveau de son industrialisation, la performance de l'industrie manufacturière dans les PMA de l'OCI doit également être prise en compte.

Avec une part moyenne de 12 pour cent du PIB, le secteur manufacturier constitue une activité économique mineure dans les PMA de l'OCI. Bien que cette part soit légèrement plus élevée que celle de tous les PMA (10 pour cent), elle indique toutefois la faible performance et le rôle limité du secteur manufacturier dans les économies de presque tous les PMA de l'OCI. Elle varie de 2

pour cent en Somalie à 16 pour cent en Afghanistan, Bangladesh et Sénégal (Tableau A.5 en annexe).

Dans l'ensemble, la structure des économies des PMA de l'OCI, en termes de composition de leur production (PIB), reflète la structure de leurs revenus d'exportation. Dans ce contexte, 14 PMA de l'OCI sont classés comme pays exportateurs de produits de base non-pétroliers. En outre, deux pays (Yémen et Soudan) sont classés comme pays exportateurs de pétrole (voir Tableau A.5 en annexe). Il est ainsi clair que les économies de la majorité des PMA de l'OCI sont dépendantes de produits de base, agricoles pour la plupart et que les exportations de ces produits jouent un rôle critique dans les perspectives de croissance et de développement de ces pays. Cependant, la grande part des produits de base dans la production et les exportations rend l'économie plus exposée aux risques des chocs extérieurs, tels que les fluctuations des prix internationaux et/ou les facteurs saisonniers défavorables. Ceci, alternativement, entrave la croissance économique et l'élaboration de politiques à long terme.

2.3. Production et Croissance

Comme on peut l'observer sur le Tableau 2, le PIB réuni des PMA de l'OCI pour lesquels les données sont disponibles (20 pays), était de 187.1 milliards de dollars des Etats-Unis en 2006, par rapport à 54.8 pour cent de celui de tous les PMA. Après un niveau stable de 59-60 pour cent au cours de la période 2001-2004, ce niveau semble avoir commencé une tendance de réduction en deux dernières années. En moyenne, au cours de la période étudiée (2001-2006) le PIB total des PMA de l'OCI représentait 58.8 pour cent de celui de tous les PMA, avec un niveau maximum de 60.0 pour cent en 2003. Compte tenu de la part moyenne des PMA de l'OCI dans la population totale de tous les PMA (48.5 pour cent) au cours de la même période, il apparaît que, en tant que groupe, ils ont enregistré une meilleure performance que le groupe de tous les PMA.

Tableau 2.a	PIB et PIB par Habitant (Prix Actuels Courants)					
	2001	2002	2003	2004	2005	2006
PIB (Milliard de \$ US)						
OCI-PMA	104.7	112.3	129.5	147.5	164.3	187.1
En % de:						
Tous les PMA	59.3	59.7	60.0	59.1	56.4	54.8
Pays de l'OCI	7.3	7.3	7.2	7.0	6.6	6.4
Par habitant PIB (US\$)						
OCI-PMA	334	339	380	425	463	515
Tous les PMA	273	280	314	354	404	462
Pays de l'OCI	1148	1188	1361	1565	1818	2079
Pays en Développement	1667	1671	1815	2051	2339	2639
Source: Tableau A.3 et Tableau A.4 en Annexe						

Par contre, au cours de ladite période, le PIB réuni des PMA de l'OCI représentait, en moyenne, seulement 7.0 pour cent de celui de tous les pays de l'OCI, atteignant un niveau maximum de 7.3 pour cent en 2001 et 2002. Néanmoins, compte tenu de la part moyenne des PMA de l'OCI dans la population totale des pays de l'OCI (25.4 pour cent), il est clair qu'ils doivent déployer davantage d'efforts pour réaliser un plus grand progrès économique. Le PIB total des PMA de l'OCI est même inférieur à celui de certains pays de l'OCI, tels que la Turquie, l'Arabie Saoudite, l'Indonésie et l'Iran. Ceci se reflète bien sûr dans les niveaux peu élevés de leur PIB moyen par habitant. De plus, on observe que la plus grande partie de la production totale, en termes de PIB, des PMA de l'OCI est toujours concentrée dans seulement quelques pays. En 2006, seuls 3 pays (Bangladesh, Soudan et Yémen) ont produit 64.9 pour cent du PIB total des PMA de l'OCI (calculé à partir des données répertoriées dans

le Tableau A.3 en annexe).

D'ailleurs, pendant comme on l'observe dans le Tableau 2.b, à l'exclusion du Yémen, du Soudan et du Bangladesh, le reste des PMA de l'OCI, qui expliquent environ 11% de la population totale de l'OCI, contribuent seulement 2.26 pour cent de tout le PIB de l'OCI.

Tableau 2.b Population et PIB Cumulatifs des OCI-PMA						
Pays	Population (Millions)	PIB (Milliard)	Population Cumulative	% de Population de l'OCI	PIB Cumulatif	% de PIB De l'OCI
Guinée-Bissau	1.63	0.31	1.63	0.1	0.31	0.01
Comores	0.63	0.40	2.26	0.2	0.71	0.02
Gambie	1.56	0.51	3.82	0.3	1.21	0.04
Djibouti	0.75	0.77	4.57	0.3	1.98	0.07
Maldives	0.35	0.99	4.92	0.4	2.97	0.10
Sierra Leone	5.59	1.42	10.51	0.8	4.39	0.15
Togo	6.31	2.21	16.82	1.2	6.60	0.23
Mauritanie	2.89	2.66	19.71	1.4	9.26	0.32
Guinée	9.56	3.32	29.27	2.1	12.58	0.43
Niger	12.95	3.55	42.22	3.1	16.13	0.55
Benin	7.61	4.76	49.83	3.6	20.89	0.72
Burkina Faso	13.42	6.06	63.25	4.6	26.94	0.93
Mali	12.77	6.19	76.02	5.5	33.14	1.14
Tchad	9.26	6.55	85.28	6.2	39.68	1.37
Mozambique	20.04	7.30	105.32	7.6	46.98	1.62
Sénégal	11.94	9.24	117.26	8.5	56.22	1.93
Uganda	29.85	9.44	147.11	10.7	65.66	2.26
Yémen	26.99	18.70	174.1	12.6	84.36	2.90
Soudan	36.22	37.56	210.32	15.3	121.93	4.19
Bangladesh	144.45	65.22	354.77	25.8	187.14	6.44

Source: Tableau A.2 et Tableau A.3 en Annexe

Au cours de la période à l'étude, PMA de l'OCI ont maintenu le PIB moyen par habitant le plus élevé de 515 dollars des Etats-Unis en 2006, augmentant graduellement du niveau de 334 dollars des Etats-Unis en 2001. Il vaut mieux noter que 2001 était l'année de ralentissement et de conditions défavorables dans l'économie mondiale. En 2006, le PIB moyen par habitant s'est élevé à 462 dollars des Etats-Unis dans tous les PMA, à 2079 dollars des Etats-Unis dans les pays de l'OCI et à 2639 dans les pays en développement.

Cependant, pour qu'un pays puisse maintenir le même niveau de vie pour sa population, l'économie de ce pays doit pouvoir croître (en termes du PIB réel) au moins au même taux de croissance que sa population totale. Afin d'analyser cette relation dans les PMA de l'OCI au cours de la période considérée, les chiffres sur le PIB réel moyen et le PIB réel par habitant ainsi que les taux de croissance de la population de ces pays sont étudiés, tels qu'indiqués dans le Tableau 3.

En général, quand on considère les taux de croissance moyenne du PIB réel, il apparaît que les PMA de l'OCI et tous les PMA en tant que groupes ont réalisé une meilleure performance que les groupes des pays de l'OCI et des pays en développement au cours des années de récession de l'économie mondiale. Ceci est apparent, par exemple, en 2001, quand l'activité économique mondiale a enregistré un brusque ralentissement. Cependant, contrairement aux pays en développement et aux pays de l'OCI, les PMA, y compris les PMA de l'OCI, n'ont pu bénéficier suffisamment du renforcement de l'activité économique mondiale qui a commencé en 2002 et continué jusqu'en 2004.

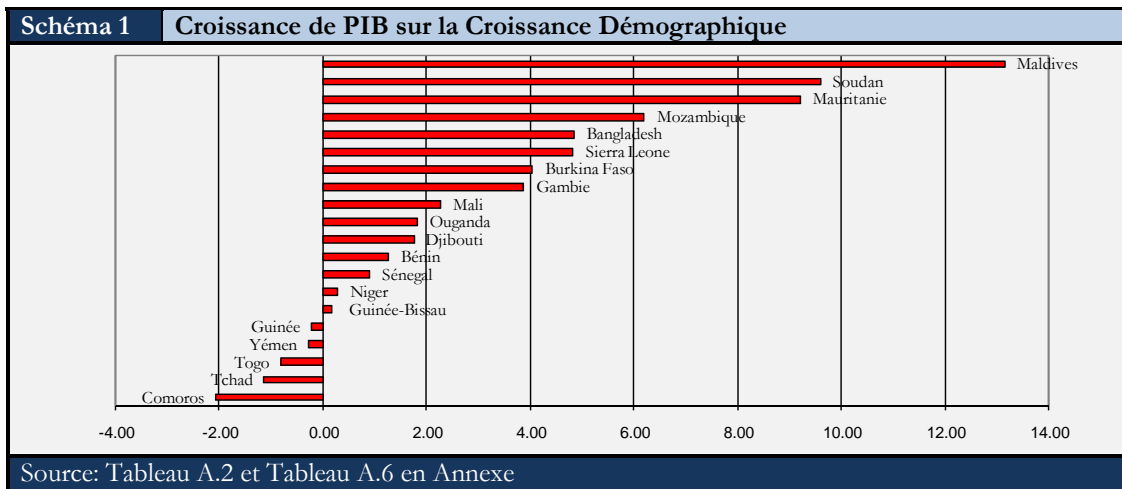
Tableau 3	PIB en termes réels, PIB par habitant et population (% annuel moyen de changement)					
	2001	2002	2003	2004	2005	2006
<u>PIB en Termes Réels</u>						
OCI-PMA	5.6	5.8	6.4	6.0	6.5	6.7
Tous les PMA	7.1	6.2	5.8	7.3	7.8	7.1
Pays de l'OCI	1.8	4.5	6.6	6.7	6.3	5.8
Pays en Développement	4.3	5.0	6.7	7.7	7.5	7.9
Monde	2.5	3.1	4.0	5.3	4.9	5.4
<u>PIB Réel par Habitant</u>						
OCI-PMA	3.0	3.2	3.6	3.4	3.9	4.1
Tous les PMA	4.6	3.5	3.2	4.8	5.2	4.6
Pays de l'OCI	-0.2	2.4	4.4	4.6	4.3	3.8
Pays en Développement	3.0	3.1	5.2	6.3	6.1	6.5
<u>Population</u>						
OCI-PMA	2.5	2.6	2.7	2.5	2.5	2.5
Tous les PMA	2.4	2.6	2.5	2.4	2.5	2.4
Pays de l'OCI	2.0	2.0	2.1	2.0	1.9	1.9
Pays en Développement	1.3	1.8	1.4	1.4	1.3	1.3

Source: Dérivé du Tableau A.2, Tableau A.4 et Tableau A.6 en Annexe

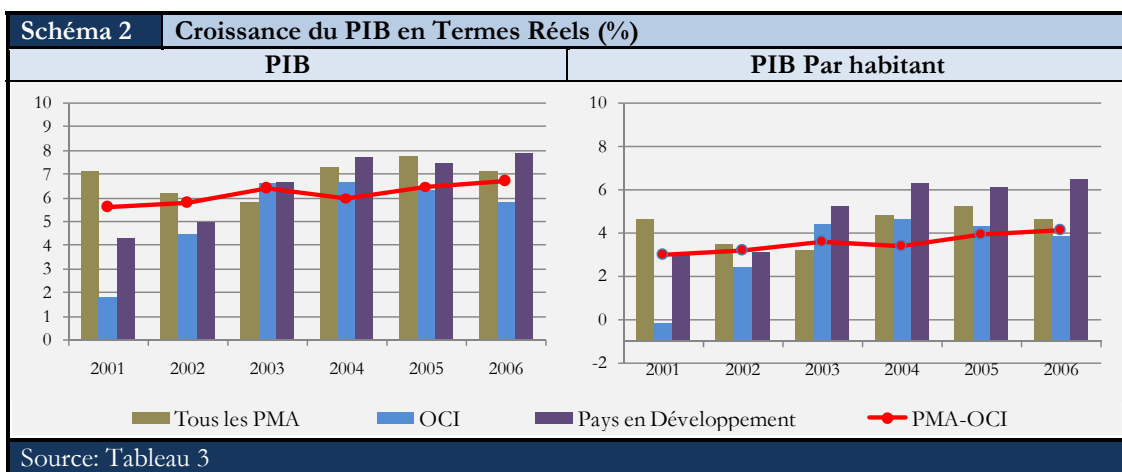
Au cours de la période à l'étude, le groupe des PMA de l'OCI a éprouvé un taux moyen stable de croissance du PIB en termes réels environ 6 pour cent. En 2006, ils ont réalisé le taux de la croissance la plus élevée de 6.7 pour cent. Les Maldives avec 16.1 pour cent, le Soudan avec 12.2 pour cent, et la Mauritanie avec le taux de croissance de 11.7 pour cent étaient les contributeurs les plus importants à ce taux de croissance. D'une part, le groupe de tous les PMA a réalisé relativement bien particulièrement dans les trois dernières années avec un taux de croissance moyen de plus de 7 pour cent bien que le taux de croissance moyen ait montré une tendance de réduction dans les trois premières années. Ces taux de croissance des PMA et des PMA de l'OCI étaient plus élevés que la moyenne mondiale et comparable aux moyennes de l'OCI et des pays en développement.

La performance de la croissance économique des PMA de l'OCI et de tous les PMA, en termes de taux de croissance moyenne du PIB réel, s'est reflétée, en grande partie, dans leurs taux de croissance du PIB réel par habitant. Les PMA de l'OCI ont maintenu un taux de croissance élevé de 3 pour cent dans leur PIB réel par habitant au cours de la période à l'étude à l'exception de la dernière année où ils ont réalisé le taux le plus élevé de 4.1 pour cent. Le taux moins élevé de 3.0 pour cent réalisé en 2001 a été atteint quand le groupe de l'OCI a enregistré une baisse considérable de (0.2 pour cent) dans son PIB réel par habitant.

La performance du groupe de tous les PMA au cours de cette période était relativement meilleure que celle des PMA de l'OCI. Bien que leur taux de croissance du PIB par habitant ait diminué pendant les trois premières années, ils sont parvenus à augmenter par une moyenne de 4.3 pour cent dans cette période grâce aux taux élevés qu'ils ont éprouvés dans les trois dernières années. En moyenne, la performance de ces deux groupes était mieux que celle du groupe de l'OCI mais plus mauvaise que celle des pays en développement en général qui se sont développés par plus de 6 pour cent dans les trois dernières années de la période.



Pour qu'un pays améliore le niveau de vie global à sa population, l'économie de ce pays doit pouvoir se développer en termes de PIB réel par un taux plus élevé que le taux de croissance de la population, supposant que la répartition des revenus est équitable. Sur le schéma 1, la différence entre les taux de croissance de PIB en termes réels et les taux de croissance de la population des PMA de l'OCI en 2006 ont été illustrées. Il est apparent que la majorité de ces pays aient pu réaliser la croissance significative dans leur croissance du PIB en termes réels en ce qui concerne les taux de croissance de population. Cela vaut particulièrement pour des pays tels que les Maldives, le Soudan, la Mauritanie, le Bangladesh et le Sierra Leone. Cependant, les économies de quelques PMA de l'OCI, tels que les Comores, le Tchad, le Togo, le Yémen et la Guinée, n'ont pas pu se développer par le même niveau de croissance de la population totale.



De façon générale, lorsqu'on considère les taux de croissance moyenne de la population au cours de la période étudiée, il est clair que le groupe des pays en développement a réalisé une meilleure performance que celui de tous les PMA, y compris les PMA de l'OCI. Cela signifie que, contrairement aux pays en développement, les PMA, y compris les PMA de l'OCI, n'ont pas pu enregistrer une croissance économique suffisante, dépassant la croissance de leur population et n'ont pas pu, par conséquent, atteindre le niveau de vie des pays en développement.

2.4. Inflation

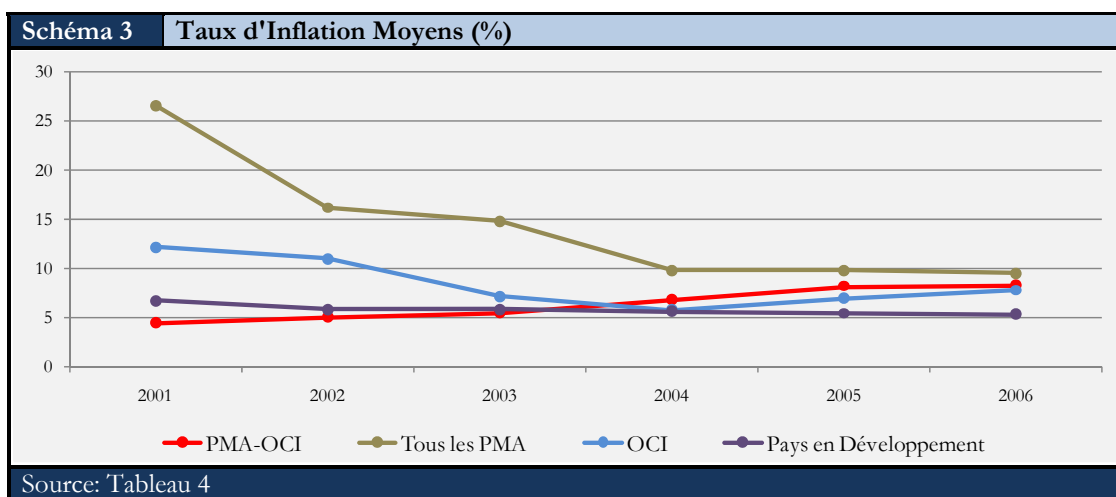
La stabilité des prix et les faibles taux d'inflation sont essentiels pour et constituent des indicateurs importants de la stabilité macroéconomique d'une économie. Les gouvernements de nombreux pays en développement et des pays les moins avancés ont accordé une attention

particulière à l'application de diverses politiques monétaires et fiscales afin de juguler l'inflation et maintenir une stabilité des prix dans leurs économies.

Tableau 4	Taux d'Inflation Moyens (% annuels de changement des prix à la consommation)					
	2001	2002	2003	2004	2005	2006
OCI-PMA	4.4	5.0	5.5	6.8	8.2	8.3
Tous les PMA	26.6	16.2	14.8	9.8	9.8	9.5
Pays de l'OCI	12.2	11.0	7.2	5.8	7.0	7.8
Pays en Développement	6.7	5.8	5.8	5.6	5.4	5.3

Source: Tableau A.7 en Annexe

Les taux moyens d'inflation dans les PMA de l'OCI indiqués dans le Tableau 4 montrent que, dans la période considérée, la performance de ces pays est bien meilleure que celle de tous les PMA. Les PMA de l'OCI ont réussi à baisser le taux moyen d'inflation et à l'amener au niveau de 4,3 pour cent en 2000. Ce taux était considérablement inférieur à ceux de tous les autres groupes, car c'était de 26.6 pour cent dans tous les PMA, 12.2 pour cent dans des pays de l'OCI, et 6.7 pour cent dans les pays en développement. Cependant, il a augmenté légèrement au cours des trois années suivantes pour atteindre 8.3 pour cent en 2006, niveau légèrement supérieur à celui enregistré par les pays de l'OCI et les pays en développement.



Au niveau individuel de pays, tous les PMA de l'OCI sans exception ont connu une augmentation des prix généraux en 2006. Les taux d'inflation les plus élevés ont été enregistrés au Guinée (33.9 pour cent) et au Yémen (21.6 pour cent) tandis que les taux les plus bas étaient enregistrés au Niger (0.1 pour cent) et en Gambie (1.5 pour cent) (Tableau A.7 en Annexe).

Fenêtre 1.

Prix élevés de Denrées Alimentaires : Un Avantage pour les Fermiers mais un Fardeau pour les PMA et les Pauvres

Tandis que le monde restait fixé sur la crise sub-principale aux USA et ses effets sur les marchés financiers mondiaux, les prix de denrées alimentaires ont vraiment augmenté rapidement particulièrement lors des mois récents. En conséquence, depuis 2005, les prix des aliments de base ont fait une pointe par 80 pour cent. Le prix du maïs a doublé, le prix en données constantes du riz a atteint une augmentation de 19 ans; le prix en données constantes du blé a atteint une augmentation de 28 ans, s'élevant environ deux fois au niveau des prix moyen lors du dernier trimestre du siècle.

Bien que toute cela puisse apparaître en tant que bonnes nouvelles pour les fermiers partout, y compris ceux dans les pays en développement et moins développés (PMA), Avec un regard très proche, il est facile de voir qu'il représente un fardeau concasseur pour les pays d'importation peu sûrs de nourriture, la majorité sont parmi ces derniers. D'ailleurs, au niveau des pays, ce fardeau est sinistre pour des millions de pauvres personnes qui composent la majorité des populations urbaines dans ces pays, qui n'ont plus un accès à la sûreté relative de leurs maisons rurales. Selon une évaluation, 33 pays autour du monde font face à l'agitation sociale potentielle en raison des fortes augmentations dans la nourriture et les prix de l'énergie, pendant que la nourriture compose de la moitié à trois quarts de consommation dans le troisième monde, sans une marge pour la survie. Plus mauvais toujours, les réalités démographiques, les régimes changeants, les prix de l'énergie en augmentation, les combustibles organiques, et les changements climatiques tous indiquent une augmentation et une fluctuation aux prix de denrées alimentaires pendant les prochaines années.

Les taux élevés de croissance globale éprouvés pendant les dernières plusieurs années soutenues en grande partie par la forte performance des marchés émergents ont fait augmenter les cours de matières premières particulièrement en carburants et métaux, plus tard suivis des augmentations des prix de denrées alimentaires. Ces augmentations ont provenu en grande partie de la croissance des pays de revenu riche et moyen, mais là étaient également des retards dans la réponse d'approvisionnement, et d'autres facteurs ont également mené à telles augmentations.

Les conditions atmosphériques défavorables et les sécheresses sérieuses suivantes dans quelques régions du monde, et maladie des animaux dans d'autres ont eu un impact. Il y avait des épuisements sérieux dans les inventaires, avec des stocks de céréales à leur plus bas niveau depuis 1982. En outre, les politiques favorisant les combustibles organiques (par exemple éthanol de maïs) dans les pays industriels ont également joué un rôle, comme redistribution en résultant des ressources substantielles de ferme à partir de la production alimentaire dans celui des combustibles organiques menés aux augmentations suivantes des prix de denrées alimentaires. Par exemple les prix de maïs ont doublé, alors que les prix de blé et de soja montaient également, puisque un large espace de terre a été tourné du blé et de la laiterie au maïs pour produire l'éthanol.

L'effet des augmentations persistantes des prix de denrées alimentaires sera limité dans les pays riches, puisque la nourriture compose environ 10-15 pour cent en moyenne de consommation dans la plupart d'entre eux. En attendant, la nourriture constitue 50 pour cent ou plus de consommation dans plusieurs PMA qui sont beaucoup plus pauvres. Ceci signifie que la même augmentation globale des prix du maïs, du blé, du lait, et de la viande est reflétée en tant qu'inflation plus élevée dans les pays les plus pauvres. En outre, elle détourne dans des importations de nourriture dans les montants substantiels de ces pays pour l'importation des besoins de développement réels.

Le pire cas est celui des personnes les plus pauvres particulièrement dans les zones urbaines, où l'impact des prix élevés de denrées alimentaires est immédiat et directement reflété sur les budgets de famille, comme ces personnes doivent payer plus qu'avant la nourriture qu'ils mangent. Avec la croissance démographique continuant dans beaucoup de pays plus pauvres, seulement les personnes qui produisent assez de nourriture pour eux-mêmes et le marché peuvent tirer bénéfice des prix de denrées alimentaires accrus. Cependant, de tels gains dépendent exactement en ce qui arrive aux prix relatifs de ce qu'ils produisent et de ce qu'ils consomment. Le même se tient pour les pays en général, particulièrement les PMA, dont la plupart manque la sécurité de nourriture et la suffisance.

En dépit de ces perspectives sombres pour les pays en développement et moins développés, quelques analystes discutent le fait qu'un produit peut sortir de tous cela à condition que les pays développés montrent que la résolution pour soulager leurs subventions de ferme, qui ont longtemps empêché les tentatives de libéralisation dans le système de commerce international, et amélioré l'accès à leurs marchés protégés. Les prix élevés de denrées alimentaires rendent déjà des subventions inutiles la plupart du temps, comme vu dans la décision de l'Union Européenne pour suspendre les subventions d'exportation pour le lait.

De même, on discute qu'on devrait également éliminer des tarifs sur l'importation des combustibles organiques (par exemple l'éthanol produit du sucre) dans les pays riches, permettant un échange libre, qui aiderait généralement les secteurs agricoles partout et apporterait des avantages aux pauvres, les sociétés rurales. Le perfectionnement substantiel à valeur ajoutée dans le secteur d'agriculture sera assuré, si tous les pays sont donnés des incitations pour produire les combustibles organiques pour un marché véritablement global.

Sources: (1) Johnson, Simon, "the (Food) Price of Success", **Finance and Development**, décembre 2007, Volume 44, Numéro 4.

(2) Helbling, Thomas, Valerie Mercer-Blackman, and Kevin Cheng, "Riding a Wave", **Finance and Development**, mars 2008, Volume 45, Numéro 1.

(3) World Bank, "High Food Prices – A Harsh New Reality", <http://econ.worldbank.org>

2.5. Exportations et Importations

Au cours de la période considérée, le niveau le plus élevé des exportations totales de marchandises des PMA de l'OCI (38.1 milliards de dollars des Etats-Unis) a été enregistré en 2006 contre son niveau le plus bas de 15.9 milliards de dollars des Etats-Unis en 2001. Bien que ce chiffre représente 39.1 pour cent des exportations totales de marchandises de tous les PMA, il représentait seulement 3 pour cent de celles des pays de l'OCI (Tableau 5). On observe aussi que tandis que la part des PMA de l'OCI dans les exportations totales des pays de l'OCI fluctuait autour de 3 pour cent, leur part dans celles de tous les PMA baissait légèrement au cours de la période considérée.

Quand les taux moyens de changement dans les exportations de marchandise sont considérés, il semble que l'année 2001 a observé une forte reprise de la performance à l'exportation de tous les groupes. Les PMA de l'OCI et tous les PMA ont augmenté leurs exportations de 1.2 pour cent et 1.9 pour cent respectivement, alors que les autres groupes éprouvaient les changements négatifs de leurs exportations en 2001. Tous les groupes en question aient commencé à s'améliorer en 2002, et ce processus était beaucoup plus fort dans les années suivantes, avec les PMA performant mieux que le reste.

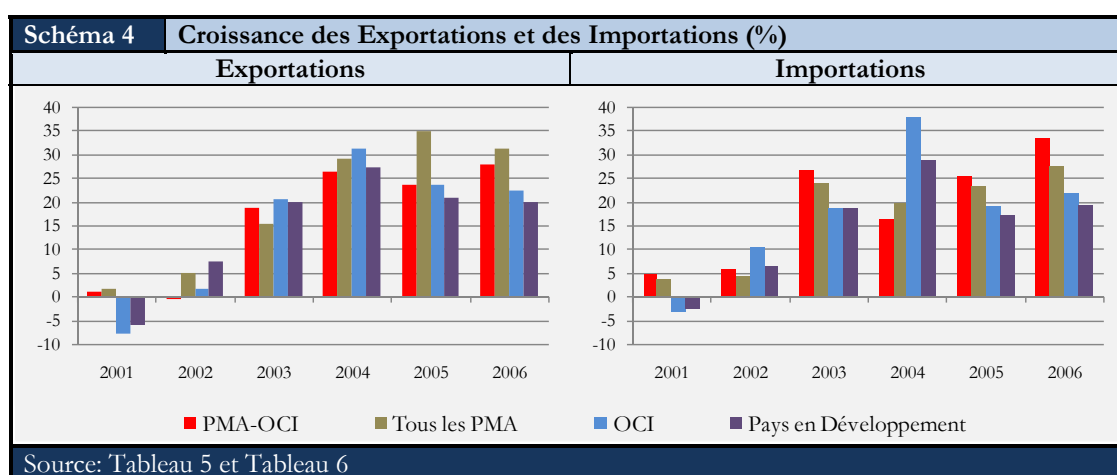
Tableau 5		Exportations de Marchandises					
	2001	2002	2003	2004	2005	2006	
OCI-PMA (Milliard de \$ US)	15.9	15.9	18.9	24.0	29.7	38.1	
<i>En % de:</i>							
Tous les PMA	45.8	43.5	44.7	43.8	40.1	39.1	
Pays de l'OCI	3.2	3.1	3.1	3.0	3.0	3.1	
<i>% Annuels de Changement</i>							
OCI-PMA	1.2	0.03	18.9	26.7	23.7	28.2	
Tous les PMA	1.9	5.2	15.6	29.3	35.1	31.5	
Pays de l'OCI	-7.7	1.8	20.8	31.4	23.9	22.6	
Pays en Développement	-5.7	7.6	20.1	27.4	21.1	20.2	
Monde	-3.9	4.8	16.8	21.5	13.5	15.4	
<i>Prix de Commerce Mondial(*)</i>							
Pétrole	-13.8	2.5	15.8	30.7	41.3	20.5	
Produits de base non-pétroliers	-4.9	1.7	6.9	18.5	10.3	28.4	
Source: Tableau A.8 en Annexe (*) Variation Annuelle en Pourcentage en Dollars des Etats-Unis, IMF: <i>World Economic Outlook</i>, Octobre 2007.							

La détérioration en 2001 de la performance à l'exportation des PMA de l'OCI et des autres groupes peut s'expliquer en partie par les effets négatifs de la récession soudaine de l'activité économique mondiale. Néanmoins, elle peut aussi s'expliquer, particulièrement dans le cas de tous les pays les moins avancés, y compris les PMA de l'OCI, par la chute des prix mondiaux des produits de base au cours de la même année. Par contre, en 2002, la performance à l'exportation de tous les groupes, à l'exception des PMA de l'OCI, a été positivement affectée par la situation améliorée de l'économie mondiale ainsi que par l'amélioration des prix des produits mondiaux, qui a commencé en 2002 et continué jusqu'aux années suivantes.

Comme on peut l'observer sur le Tableau 5, Il semble que la performance de l'exportation du groupe PMA de l'OCI est plus vulnérable aux variations des prix de denrée du monde. Il semble aussi que les PMA de l'OCI n'ont pas, d'une manière générale, été en mesure de bénéficier suffisamment de l'expansion du commerce mondial, notamment dans l'année 2002, et n'ont pu, par conséquent, augmenter leur part dans les exportations totales de leurs groupes respectifs. On remarque aussi que les exportations des PMA de l'OCI sont toujours fortement concentrées

dans quelques pays seulement. Par exemple, le Bangladesh, le Yémen et le Soudan ont justifié ensemble de 65.4 pour cent des exportations totales des PMA de l'OCI en 2006 (calculé à partir des données répertoriées dans le Tableau A.8 en annexe).

Malgré la situation décrite au-dessus, selon l'analyse faite par le SESRIC sur le rapport des exportations de marchandises au des PMA de l'OCI, on a observé que plusieurs de ces pays sont parvenus à augmenter ce rapport dans 2006 comparé à l'an 2000. Ceci implique que ces pays sont prêts à avoir des économies ouvertes au cours de cette période. Dans ce contexte, on l'a constaté que 13 PMA de l'OCI sont parvenus à augmenter leurs rapports d'exportation/PIB, en particulier le Tchad, la Mozambique, et la Guinée, alors que le reste 7, en particulier la Guinée-Bissau et le Yémen ne pouvaient pas réaliser une performance semblable.



D'une part, toutes les importations de marchandises des PMA de l'OCI ont atteint leur plus haut niveau de 65.5 milliards en dollars des Etats-Unis en 2006 (tableau 6). Tandis que cette figure expliquait 55.5 pour cent de toutes les importations de marchandises de tous les PMA, elle ne constituait que 5,9 pour cent de celle des pays de l'OCI. Les données du Tableau 6 montrent que la détérioration de la performance à l'importation des PMA de l'OCI en 2001 a été sensiblement inférieure à celle de tous les autres groupes tandis que, d'une part, l'augmentation des importations dans les années suivantes était relativement plus haute que les autres groupes sauf en 2004.

Comme les exportations, les importations des PMA de l'OCI, quoiqu'à un degré moindre, sont fortement concentrés dans quelques pays seulement. Par exemple, le Bangladesh, le Soudan, le Yémen et l'Afghanistan ont justifié l'ensemble de 56.8 pour cent des importations totales des PMA de l'OCI en 2006 (calculé à partir des données répertoriées dans le Tableau A.9 en annexe).

Tableau 6		Importations de Marchandises					
	2001	2002	2003	2004	2005	2006	
OCI-PMA (Milliard de \$ US)	24.9	26.4	33.6	39.1	49.1	65.5	
<u>En % de:</u>							
Tous les PMA	51.8	52.6	53.8	52.3	53.2	55.5	
Pays de l'OCI	6.5	6.2	6.7	5.6	5.9	6.5	
<u>% Annuels de Changement</u>							
OCI-PMA	4.8	6.0	26.9	16.4	25.6	33.4	
Tous les PMA	3.8	4.4	24.0	19.8	23.5	27.8	
Pays de l'OCI	-3.2	10.5	18.9	38.2	19.1	21.9	
Pays en Développement	-2.6	6.5	18.7	28.9	17.2	19.6	

Source: Tableau A.9 en Annexe

2.6. Position de la Balance Commerciale, des Comptes Courants et des Réserves de Change

Les chiffres de la balance commerciale fournis dans le Tableau 7 montrent que le groupe des PMA de l'OCI ainsi que le groupe de tous les PMA ont enregistré des déficits de leur balance commerciale dans toutes les années de la période 2001-2006. Le déficit était toujours sur une tendance d'augmentation pour PMA de l'OCI tandis qu'il était environ 19-20 milliards de dollars des Etats-Unis stable pour tous les PMA au cours des quatre dernières années. Le déficit commercial le plus élevé des groupes des PMA de l'OCI (27.4 milliards de dollars des Etats-Unis) et de tous les PMA (20.6 milliards de dollars des Etats-Unis) a été enregistré en 2006. Il est évident que le volume de ces déficits reflète la performance à l'exportation ainsi qu'à l'importation de ces deux groupes. Par contre, les groupes des pays de l'OCI et des pays en développement ont enregistré une balance commerciale excédentaire dans toutes les années de la même période, dont la plus élevée a été réalisée en 2006.

De même, les chiffres de la balance des comptes courants montrent que les PMA de l'OCI et tous les PMA ont enregistré une balance des comptes courants déficitaire dans toutes les années de la période considérée. Le déficit le plus important des PMA de l'OCI (9.1 milliards de dollars des Etats-Unis) a été enregistré en 2006 tandis que celui de tous les PMA (10.6 milliards de dollars des Etats-Unis) a été enregistré en 2003. D'autre part, les réserves totales de change, à l'exclusion de l'or, dans les PMA de l'OCI ont augmenté régulièrement au cours de la période considérée, passant de 9.6 milliards de dollars des Etats-Unis en 2001 à 21.9 milliards de dollars des Etats-Unis en 2006. Des tendances similaires ont été aussi observées dans le cas de tous les autres groupes.

Tableau 7	Balance Commerciale, Comptes Courants et Réserves de Change					
	2001	2002	2003	2004	2005	2006
<u>Balance Commerciale</u>						
OCI-PMA	-9.0	-10.5	-14.6	-15.1	-19.4	-27.4
Tous les PMA	-13.3	-13.7	-20.0	-19.9	-18.3	-20.6
Pays de l'OCI	114.2	82.7	108.1	108.1	167.0	210.7
Pays en Développement	72.5	102.9	154.0	156.5	326.6	419.5
<u>Balance des Comptes Courants</u>						
OCI-PMA	-5.2	-5.5	-5.9	-5.6	-7.7	-9.1
Tous les PMA	-10.0	-9.0	-10.6	-8.9	-8.7	-9.2
Pays de l'OCI	62.6	42.1	81.1	113.9	215.5	258.7
Pays en Développement	39.4	77.3	147.6	212.6	428.0	544.2
<u>Réserves de Change (*)</u>						
OCI-PMA	9.6	11.9	15.2	17.8	17.8	21.9
Tous les PMA	16.4	19.9	24.3	30.2	33.2	43.7
Pays de l'OCI	216.7	252.6	310.0	387.8	454.5	595.2
Pays en Développement	1277.5	1525.0	1932.0	2457.0	2901.6	3657.7
Source: Tableau A.8, Tableau A.9, Tableau A.10 et Tableau A.11 en Annexe. (*)A l'Exclusion de l'Or						

Comme on peut le constater à partir du Tableau 7, bien que de nombreux PMA de l'OCI aient dû faire face à des déficits dans leur balance des comptes courants et qu'une détérioration soit donc prévue dans leurs réserves de change, la réalité ne correspondait pas à cette attente. Cela implique que de nombreux PMA de l'OCI sont arrivés à financer leurs déficits des comptes courants grâce au financement extérieur, sujet que nous étudierons dans la prochaine section.

3 LES TENDANCES DANS LE FINANCEMENT EXTERIEUR

Malgré le taux élevé de leurs taux de croissance du PIB réel des PMA, y compris ceux de l'OCI, il faut noter que la taille réduite des économies (en termes de PIB) de la majorité de ces pays et leurs taux élevés de croissance démographique et leur forte vulnérabilité aux chocs extérieurs se traduisent par des niveaux très bas de revenus et, par conséquent, par des bas niveaux d'épargne intérieure et d'investissements locaux.

Selon les indications du tableau 8 et du schéma 5, le Rapport des épargnes intérieures brutes (EIB) au PIB était de 9 pour cent pour le groupe de tous les PMA et de 10 pour cent pour les PMA de l'OCI en 1990. Pour les deux groupes, en dépit de la longue période passée, il est resté dans un niveau concentré de 13-14 pour cent en 2002 et 2003 mais a montré une légère augmentation à 16 pour cent en 2005 et est resté le même en 2006. Le groupe des PMA de l'OCI a suivi presque les taux exacts, mais ni l'un ni l'autre de ces groupes ne se rivalisent favorablement avec le groupe des pays en développement, pour lesquels ce rapport était presque était encore deux fois plus haut que celui de tous les PMA.

Le taux de Formation Brute de Capital (FBC) vers les PIB étaient aussi plus bas dans le groupe de tous les PMA que ceux des pays en développement, bien qu'à un moindre degré. Ceci peut être attribué aux taux stagnés dans les pays en développement aussi bien que l'amélioration du groupe de tous les PMA. Comme peut être observé des figures sur le tableau 8 et le schéma 5, le rapport du FBC au PIB pour les tous les PMA accrus de 15 pour cent en 1990 à 21 pour cent en 2005, alors que l'augmentation pour les pays en développement était seulement deux points de pourcentage, de 26 à 28 pour cent, respectivement.

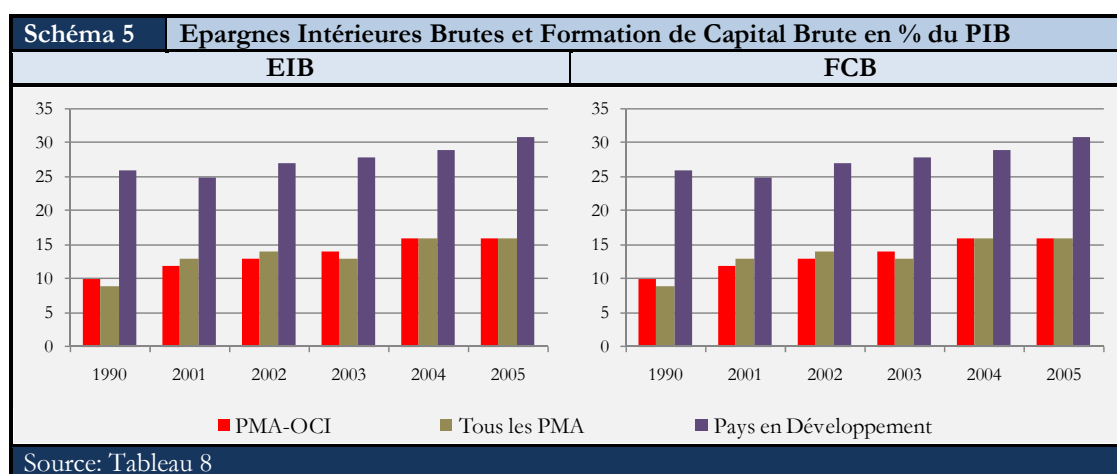
Tableau 8	l'Ecart des Ressources (% of PIB)					
	1990	2001	2002	2003	2004	2005
EIB (% des PIB)						
Tous les PMA	9	13	14	13	16	16
OCI-PMA	10	12	13	14	16	16
Pays en Développement	26	25	27	28	29	31
FBC (% des PIB)						
Tous les PMA	15	20	20	21	22	21
OCI-PMA	16	21	22	23	23	24
Pays en Développement	26	25	25	26	28	28
l'Ecart de Ressource						
Tous les PMA	-6	-7	-6	-8	-6	-5
OCI-PMA	-6	-9	-9	-9	-7	-8
Pays en Développement	0	0	2	2	1	3

Source: Tableau A.12 et Tableau A.13 en Annexe

Une situation similaire a été aussi observée dans le cas des PMA de l'OCI. Le taux des épargnes intérieures brutes (EIB) vers les PIB pour le groupe des PMA de l'OCI a été de 21 pour cent en 2001 en comparaison avec 16 pour cent en 1990. Par ailleurs, ce taux a augmenté considérablement jusqu'à 24 pour cent en 2005, se tenant une meilleure position que celle du groupe de tous les PMA.

Vu la différence entre le EIB et le FBC, il est évident que les PMA de l'OCI et tous les PMA aient souffert un espace de ressource. Cependant le rapport de l'espace de ressource au PIB était de 6 pour cent en 1990 pour les deux groupes, on l'a réalisé à 5 pour cent pour tous les PMA et à 8 pour cent pour les PMA de l'OCI. D'une part, réalisant un équilibre en 1990 et 2001, les pays en

développement, en moyenne, ont éprouvé un excédent de ressource entre 2002 et 2005, pourtant tout à fait à un à bas taux de 2 ou 3 pour cent.



Avec telles ressources financières nationales limitées, il devient difficile pour la plupart des PMA de l'OCI à financer de nouveaux investissements où la provision nécessaire des infrastructures physiques et humaines pour aller à la même allure que la croissance démographique devient un problème constant. L'éducation, la santé et les autres services publics, qui forment les bases de développement économique moderne, sont retenus par les contraintes financières, intérieures et sérieuses. Dans les circonstances actuelles, la plupart des PMA de l'OCI sont emprisonnés en cercle vicieux de sous-développement dans lequel les ressources intérieures manquent les besoins de développement, et les taux de croissance démographique hauts et la pauvreté croissante se renforcent mutuellement.

Toutefois, bien que la plupart de ces pays soient sans cesse confrontés à des choix difficiles pour augmenter leurs maigres ressources financières intérieures, il y a sans doute place à l'amélioration par l'accès aux ressources financières extérieures, ce qui peut jouer un rôle clé dans la croissance économique et le développement de ces pays. En fait, les flux financiers extérieurs sont déjà d'une importance primordiale pour tous les PMA où les procédures budgétaires et financières sont encore dominées par des ressources extérieures, notamment des aides publiques. Compte tenu de cet état de fait, cette section tente de mettre en évidence l'importance du financement extérieur pour tous les PMA, y compris les membres de l'OCI, en étudiant les tendances récentes observées dans les flux financiers extérieurs vers ces pays.

Les flux financiers extérieurs nets vers tous les PMA s'élevaient à 16.5 milliards de dollars des Etats-Unis en 2001, correspondant à seulement 7.9 pour cent des flux totaux vers les pays en développement, par rapport à 14.4 milliard de dollars des Etats-Unis, ou 15.5 pour cent en 1990 (Tableau 9). Bien que les flux financiers vers tous les PMA aient augmenté dans les années suivantes pour atteindre 29.1 milliards de dollars des Etats-Unis en 2005, ils ne constituaient encore que 5.8 pour cent des flux totaux vers les pays en développement.

Tableau 9	Les Flux Financier Totaux (Net en Milliards de Dollars des Etats-Unis \$)					
	1990	2001	2002	2003	2004	2005
Tous les PMA	14.4	16.5	19.1	29.7	30.0	29.1
En % des P en D	15.5	7.9	9.9	12.0	7.8	5.8
OCI-PMA	7.5	7.8	9.7	9.8	12.9	13.6
En % de:						
Tous les PMA	52.1	47.0	51.1	32.8	43.2	46.5
Pays en Développement	8.1	3.7	5.1	3.9	3.4	2.7

Source: Tableau A.14 en Annexe

Une tendance similaire a été observée dans le cas des PMA de l'OCI. Leur part dans les flux financiers totaux vers les pays en développement a baissé de 8.1 pour cent en 1990 comparés à 2.7 pour cent en 2005 et de 52.1 comparés à 46.5 pour cent des flux totaux vers les tous les PMA au cours de la même année. Comme c'est le cas dans tous les PMA, les flux financiers vers tous les PMA de l'OCI sont aussi concentrés dans quelques pays. En 2005, par exemple, le total des flux financiers vers seulement 5 PMA de l'OCI⁶ représentait 67.8 pour cent des flux totaux vers les PMA de l'OCI.

D'autre part, malgré la baisse enregistrée dans les années 90, les flux d'aide publique au développement (APD) vers les PMA constituent toujours une partie considérable des flux financiers nets vers ces pays et jouent un rôle clé dans leur croissance économique et leur développement. Selon les données du Tableau 10, les versements nets de l'APD aux PMA par tous les donateurs, en termes nominaux, se montaient à 13.5 milliards de dollars des Etats-Unis en 2001, comparés à 16.4 milliards de dollars en 1990. L'APD nette par habitant dans tous les PMA a aussi baissé, passant à 21 dollars en 2001 comparés à 31 dollars des Etats-Unis en 1990. La part de tous les PMA dans les flux nets d'APD vers les pays en développement ait augmenté à 28.7 pour cent en 2001, comparés à 29.6 pour cent en 1990. Néanmoins, les flux nets d'APD vers tous les PMA, ainsi que leur APD par habitant ont connu une croissance solide après 2001 pour atteindre presque 25.5 milliards de dollars des Etats-Unis et 36 milliards de dollars des Etats-Unis, respectivement en 2005, mais la part de tous les PMA dans les flux nets d'APD vers les pays en développement justifie une baisse de 25.3 pour cent.

Tableau 10	Aide Publique au Développement (APD) (*)					
	1990	2001	2002	2003	2004	2005
Tous les PMA (Million de \$ US)	16358	13467	17595	23351	24159	25538
En % des Pays en Développement	29.6	28.7	32.6	35.7	32.7	25.3
OCI-PMA (Million de \$ US)	9490	6961	9613	9676	12124	13376
En % de:						
Tous les PMA	58.0	51.7	54.6	41.4	50.2	52.4
Pays en Développement	17.2	14.8	17.8	14.8	16.4	13.2
APD Net par Habitant (\$)						
OCI-PMA	30	22	30	29	36	39
Tous les PMA	31	21	27	34	35	36
Pays en Développement	13	9	11	13	14	19

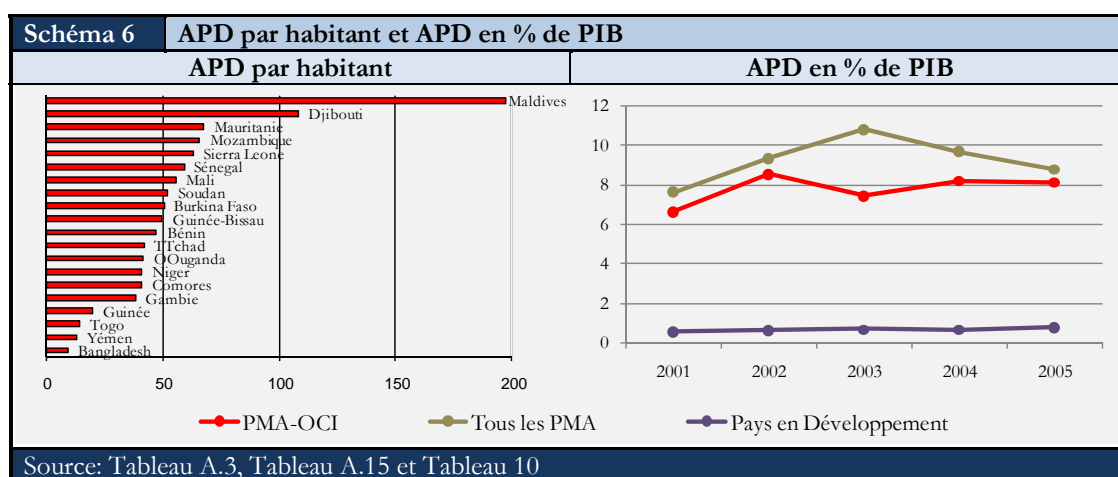
Source: Tableau A.2 et Tableau A.15 en Annexe. (*)De tous les Donateurs, y Compris des Concessions

Des tendances similaires ont été observées dans les PMA de l'OCI ou les versements nets d'APD vers ces pays représentaient 7 milliards de dollars des Etats-Unis en 2001, par rapport à 9.5 milliards de dollars en 1990. Leur APD nette par habitant a également baissé pour atteindre 20 dollars des Etats-Unis en 2001 contre 30 dollars en 1990. La part des PMA de l'OCI dans les

⁶ Le Soudan, le Bangladesh, le Mozambique, l'Ouganda et le Tchad (Tableau A.14 en annexe)

flux nets d'APD vers les pays en développement a baissé de 2.4 et 6.3 points de pourcentage respectivement, en 2001 par rapport à 1990. Cependant, bien que les flux d'APD vers les PMA de l'OCI ainsi que l'APD nette par habitant aient augmenté régulièrement après 2001 pour atteindre 13.4 et 30 milliards de dollars des Etats-Unis, respectivement, en 2005, la part des PMA de l'OCI dans le total des flux nets d'APD vers tous les PMA et les pays en développement a baissé au cours de la même période, passant à 52.4 par rapport à et 58.0 pour cent en 1990. On observe également que les flux d'APD vers les PMA de l'OCI sont toujours concentrés dans 5 pays seulement, à savoir l'Afghanistan, le Soudan, le Bangladesh, le Mozambique et l'Ouganda, qui ont reçu 50 pour cent du total de ces flux en 2005 (Tableau A.15 en annexe).

Au niveau de pays individuel, l'APD par habitant dans les PMA de l'OCI était plus moins de 70 dollars des Etats-Unis dans 18 des PMA de l'OCI en 2005 tandis que le reste du 2 pays, à savoir les Maldives et le Djibouti réalisaient une valeur tout à fait plus élevée de 197 dollars des Etats-Unis et de 108 dollars des Etats-Unis respectivement (le Schéma 6). D'une part, les valeurs les plus basses ont été enregistrées pour le Bangladesh (9.3 dollars des Etats-Unis) et le Yémen (13.0 dollars des Etats-Unis).

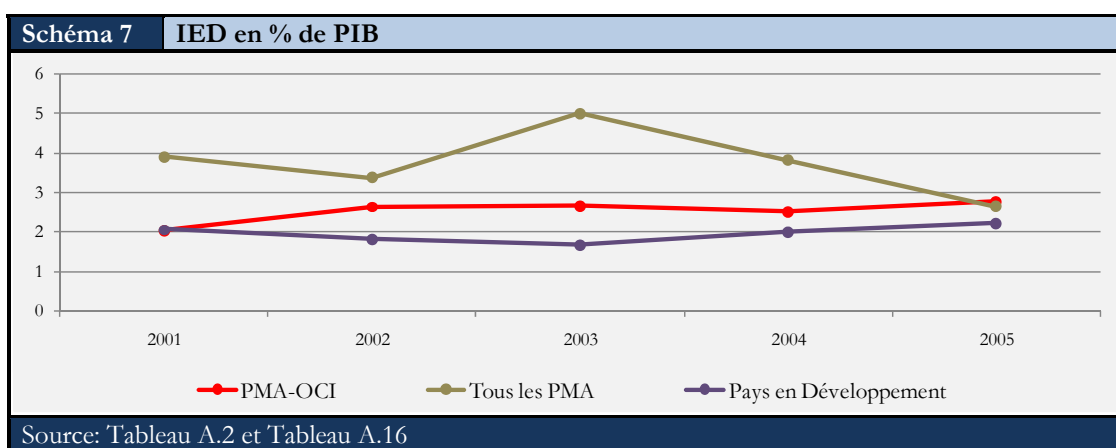


En revanche, les flux d'investissements étrangers directs (IED) vers tous les PMA ont enregistré une hausse au cours de la dernière décennie. En termes nominaux, ils ont atteint 6.9 milliards de dollars des Etats-Unis en 2001, alors qu'ils n'étaient que de 548 millions de dollars en 1990 (Tableau 11). Ils ont fait une pointe à 10.8 milliards de dollars des Etats-Unis en 2003. Cependant, ils ont justifié de seulement 6.8 pour cent de leur total vers les pays en développement dans cette année. Cependant, en 2005, les flux d'investissements étrangers directs (IED) vers tous les PMA ont diminué à 7.7 milliards de dollars des Etats-Unis, correspondant à une diminution de 4.1 pourcent dans leur part dans les flux totaux d'IED vers les pays en développement.

Tableau 11	Flux Nets d'IED					
	1990	2001	2002	2003	2004	2005
Tous les PMA (Million de \$ US)	548	6874	6349	10807	9511	7663
En % des Pays en Développement	2.2	3.9	4.0	6.8	4.4	2.7
OCI-PMA (Million de \$ US)	122	2131	2967	3446	3729	4574
En % de:						
Tous les PMA	22.3	31.0	46.7	31.9	39.2	59.7
Pays de l'OCI	2.1	17.7	15.7	13.5	10.5	9.1

Source: Tableau A.16 en Annexe

Des tendances similaires ont été aussi observées dans les PMA de l'OCI. En termes nominaux, les flux nets d'IED vers les PMA de l'OCI en 2001 (2.1 milliard de dollars des Etats-Unis) étaient plus de 17 fois leur niveau en 1990 (122 millions de dollars des Etats-Unis). Ils ont augmenté au cours des années suivantes pour atteindre 4.6 milliards de dollars des Etats-Unis en 2005, représentant 59,7 pour cent des flux totaux vers tous les PMA par rapport à 31.0 pour cent en 2001. Pourtant, cela justifie seulement 9.1 pourcent des flux totaux vers les pays de l'OCI par rapport à 17.7 pour cent en 2001 (Tableau 11). Néanmoins, comme c'est le cas pour les autres types de flux financiers, on constate aussi que les flux d'IED vers les PMA de l'OCI sont fortement concentrés dans quelques pays. En 2005, seuls 3 pays (le Soudan, le Tchad et le Bangladesh) représentaient 83 pour cent des flux d'IED vers tous les PMA de l'OCI (Tableau A.16 en annexe).



4 DETTE EXTERIEURE

Malgré les efforts sérieux déployés jusqu'à présent par les PMA eux-mêmes et par la communauté internationale pour réduire le fardeau de la dette extérieure, l'endettement sévère a continué à entraver la performance économique de nombreux d'entre eux, y compris les PMA de l'OCI. Le service de la dette absorbe une grande partie des ressources budgétaires rares de ces pays qui, autrement, pourraient être allouées à des secteurs productifs et sociaux, et le surendettement nuit au climat interne et externe d'investissement. Cette situation est souvent aggravée davantage par les effets de l'instabilité des flux financiers extérieurs et des revenus des exportations ainsi que des augmentations de prix des principales importations, notamment les prix pétroliers.

Comme indiqué dans le Tableau 12, le stock de la dette extérieure totale (DET) de tous les PMA a augmenté, passant de 124.7 milliards de dollars des Etats-Unis en 1990 à 138.7 milliards de dollars en 2001, ce qui correspond à une augmentation annuelle de 1.02 pour cent au cours de la période dite. La dette extérieure de tous les PMA a de nouveau augmenté au cours des quatre années suivantes, pour atteindre 157.4 milliards de dollars en 2005, correspondant à une augmentation de 163 milliards de dollars en 2004.

Des tendances similaires ont été également observées dans les PMA de l'OCI où la dette extérieure totale est passée de 62,3 milliards de dollars des Etats-Unis en 1990 à 70.6 milliards de dollars des Etats-Unis en 2001, correspondant à une augmentation annuelle de 1,2 pour cent au cours de la période dite. Bien qu'elle ait augmenté au cours des trois années suivantes pour atteindre 84.4 milliards de dollars des Etats-Unis en 2004, il a légèrement baissé à 80.7 milliards de dollars des Etats-Unis de 2005. En 2005, tout le stock de la dette extérieure totale des PMA

de l'OCI représentait toujours plus de 51.3 pour cent de celui de tous les PMA et 11.2 pour cent de celui des pays de l'OCI.

Tableau 12	Dettes Extérieures Totales (DET) et Service Total de la Dette (STD)					
	1990	2001	2002	2003	2004	2005
Dettes Extérieures Totales (DET)						
Tous les PMA (Milliard de \$ US)	124.7	138.7	147.0	157.0	163.0	157.4
En % des Pays en Développement	9.4	6.1	6.2	6.1	5.9	5.7
OCI-PMA (Milliard de \$ US)	62.3	70.6	75.5	80.9	84.4	80.7
En % de:						
Tous les PMA	50.0	50.9	51.4	51.5	51.8	51.3
Pays de l'OCI	15.1	11.5	11.6	11.5	11.3	11.2
Service Total de la Dette (STD)						
Tous les PMA (Milliard de \$ US)	4.3	5444	5334	5194	6031	6340
OCI-PMA (Milliard de \$ US)	2.3	2120	1924	2101	2444	2539
En % de Tous les PMA	53.1	38.9	36.1	40.5	40.5	40.0

Source: Tableau A.17 et Tableau A.18 en Annexe

Cependant, alors que le montant accumulé du stock de dette extérieure du groupe de tous les PMA a augmenté l'engagement en matière de paiements de service total de la dette dans les années 90, les PMA de l'OCI ont réussi à réduire légèrement leurs engagements en matière de service de la dette au cours de la même période (Tableau 12). En 2005, alors que le service total de la dette de tous les PMA s'élevait à 6.3 milliards de dollars des Etats-Unis, un niveau supérieur à celui de 1990, le service total de la dette des PMA de l'OCI n'était que de 2.5 milliard de dollars, contre 2.3 milliards de dollars en 1990. Par conséquent, la part des PMA de l'OCI dans le service total de la dette de tous les PMA a baissé de 53.1 pour cent en 1990 à 40 pour cent en 2005.

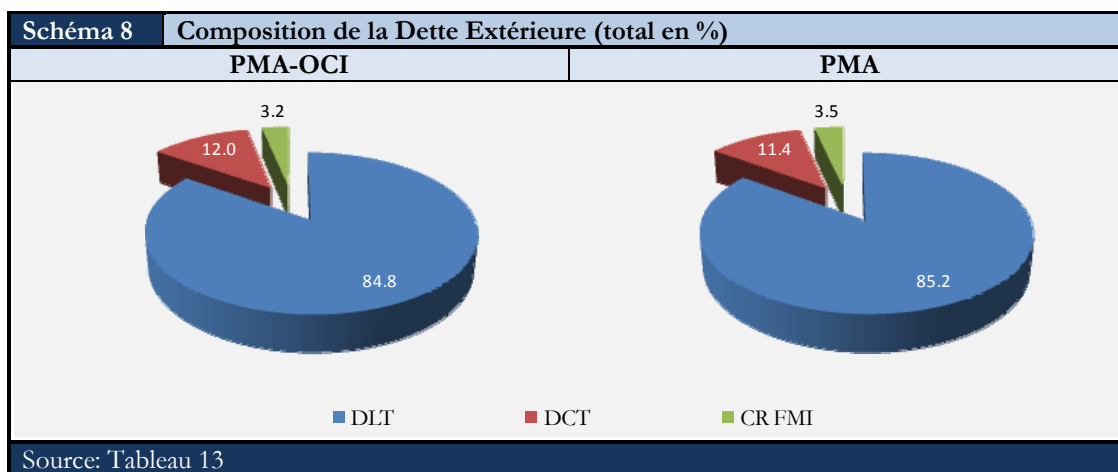
La composition du stock de la dette extérieure totale est un facteur important dans l'analyse de la dette, puisqu'elle a un impact direct sur le processus de remboursement, de rééchelonnement et d'allègement de la dette. Comme indiqué dans le Tableau 13, le stock de la dette extérieure totale est constitué, en général, de trois catégories de dette: la dette à long terme (DLT), la dette à court terme (DCT), et l'utilisation de crédits du FMI (CR FMI). Il est aussi utile de noter que la DLT est formée de la dette privée non-garantie et de la dette publique ou garantie par l'Etat.

Tableau 13	Composition du Stock de la Dette Extérieure Totale (en % du Total)					
	1990	2001	2002	2003	2004	2005
Tous les PMA						
Dettes à Long Terme (DLT)	85.2	83.6	86.0	86.7	85.8	85.2
Dettes à Court Terme (DCT)	10.5	12.1	10.2	9.7	10.3	11.4
Utilisation de Crédits du FMI (CR FMI)	4.3	4.0	4.1	3.9	3.9	3.5
<i>Dettes Publiques et Garanties par l'Etat</i>	<i>84.5</i>	<i>81.9</i>	<i>84.2</i>	<i>85.3</i>	<i>84.3</i>	<i>83.4</i>
OCI-PMA						
Dettes à Long Terme (DLT)	82.6	84.1	84.2	85.1	84.9	84.8
Dettes à Court Terme (DCT)	12.7	11.8	11.8	11.1	11.6	12.0
Utilisation de Crédits du FMI (CR FMI)	4.7	4.2	4.0	3.8	3.6	3.2
<i>Dettes Publiques et Garanties par l'Etat</i>	<i>81.2</i>	<i>81.0</i>	<i>81.4</i>	<i>83.3</i>	<i>83.1</i>	<i>83.1</i>

Source: Tableau A.19, Tableau A.20, Tableau A.21 et Tableau A.22 en Annexe

Les données du Tableau 13 indiquent que la dette à long terme est restée la plus grande composante de la dette extérieure dans le groupe de tous les PMA, y compris les PMA de l'OCI. En 2005, la part de la dette à long terme dans le stock de la dette extérieure totale était de 85.2 pour cent dans tous les PMA et de 84.8 pour cent dans les PMA de l'OCI. La part de la dette à

court terme en tout le stock de dette extérieure des deux groupes n'a pas montré un changement crucial comparé à 1990. En 2005, elle a réalisé en tant que 11.4 pour cent dans tous les PMA (avec une augmentation de 0.9 point) et 12 pour cent dans les PMA de l'OCI (avec une diminution de 0.7 point pour cent). D'une part, avec une part d'environ 4 pour cent en 2004, l'utilisation de crédits du FMI constitue la plus petite composante du stock de la dette extérieure totale des deux groupes. Il est aussi utile de noter que plus de 83 pour cent du stock de la dette extérieure totale des PMA, y compris les PMA de l'OCI, est encore sous forme de dette publique ou garantie par l'Etat.



D'autre part, les niveaux d'endettement et de la charge de remboursement sont également des facteurs importants dans le suivi et l'analyse de la situation en matière de dette extérieure dans les PMA. En général, la capacité de remboursement de la dette extérieure et des obligations de service de la dette d'un pays débiteur dépend largement de sa propre capacité de production et, finalement, de ses recettes d'exportations en devises étrangères. Dans la littérature, une approche d'analyse de ratio est habituellement adoptée pour évaluer le niveau d'endettement et la capacité de service de la dette d'un pays. Ceci est généralement effectué en calculant les ratios qui fournissent une mesure du coût du service de la dette en devises étrangères ou de la production perdue, en associant le montant de la dette extérieure et du service de la dette au revenu national brut (RNB) et aux exportations de biens et services (EXBS). Dans ce contexte, les ratios utilisés habituellement, tels qu'indiqués dans les Tableaux 14 et 15, sont comme suit: le ratio dette/RNB (DET/RNB), le ratio dette/exportation (DET/EXBS), le ratio service de la dette (STD/EXBS), et le ratio service de l'intérêt (INT/EXBS). Le niveau d'endettement est mesuré par les ratios dette/RNB et dette-exportations alors que la charge de remboursement de la dette est mesurée par les ratios du service de la dette et service de l'intérêt.

Le ratio dette/RNB (DET/RNB) d'un pays mesure la charge de la dette extérieure de ce pays sur sa capacité productive et fournit une indication de son degré de solvabilité. Un ratio élevé signifie que le taux de croissance de sa dette extérieure est supérieur à son RNB, ce qui implique que la charge de la dette est élevée. Ceci suggère une détérioration de sa crédibilité puisque le pays est supposé sacrifier une part croissante de sa capacité totale de production pour rembourser sa dette. Par ailleurs, comme le remboursement de la dette extérieure est généralement financé par ses revenus d'exportations, la capacité de remboursement d'un pays débiteur est indiquée par le pourcentage de la dette extérieure dans les exportations totales de biens et services, c.-à-d. par le ratio dette/exportations (DET/EXBS). Ce ratio fournit une estimation du nombre correspondant d'années d'exportations nécessaires pour rembourser l'encours de la dette extérieure totale.

Tableau 14		Ratios d'Endettement (%)				
	1990	2001	2002	2003	2004	2005
Ratio Dette-RNB (DET/RNB)						
Tous les PMA	91.8	85.2	85.0	80.7	72.3	60.2
OCI-PMA	78.7	69.2	69.2	65.0	59.4	51.0
Pays de l'OCI	54.4	58.4	57.2	52.6	48.3	40.9
Pays en Développement	36.2	39.2	39.2	37.8	34.3	28.7
Ratio Dette/Exportations (DET/EXBS)						
Tous les PMA	523.6	305.1	299.0	282.3	239.2	211.0
OCI-PMA	456.3	286.6	281.6	260.4	229.9	237.0
Pays de l'OCI	193.6	161.5	158.4	146.0	125.8	124.1
Pays en Développement	181.8	120.6	119.4	108.3	91.2	73.6

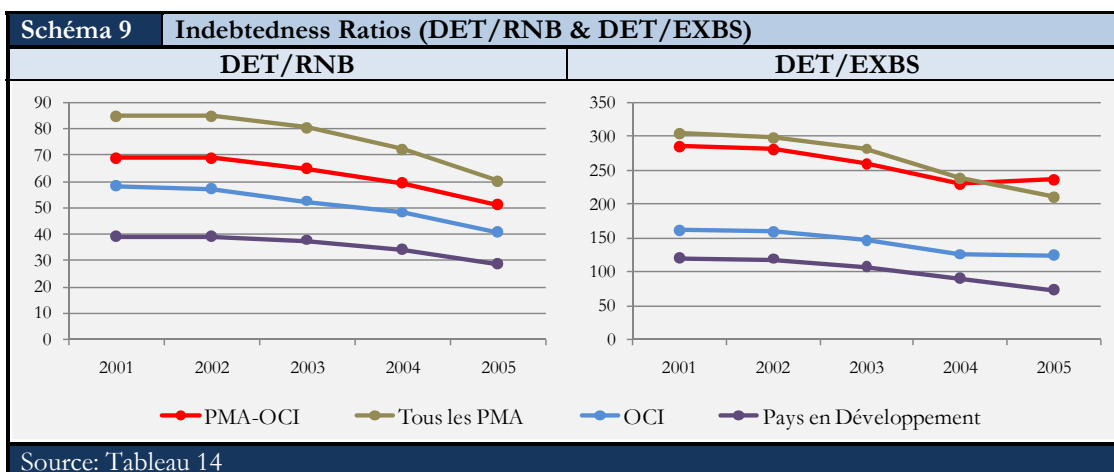
Source: Tableau A.23 et Tableau A.24 en Annexe

Dans le cadre de cette interprétation, les données du Tableau 14 montrent que bien que le ratio moyen dette/RNB du groupe de tous les PMA dégage une tendance légèrement fléchissante depuis 1990, jusqu'en 2003, il a été toujours supérieur à la limite critique de 80 pour cent⁷ définie par la Banque Mondiale pour l'endettement sévère avant qu'il ait baissé à 72.3 pour cent en 2004 et 60.2 pour cent en 2005. Suivant une tendance similaire, le ratio moyen dette/RNB du groupe des PMA de l'OCI était significativement inférieur à celui de tous les PMA et à la limite critique de 80 pour cent, ce qui implique une meilleure performance que le groupe de tous les PMA. Cependant, les ratios moyens dette/RNB des deux groupes étaient significativement supérieurs à ceux enregistrés par les pays de l'OCI et les pays en développement au cours de la même période. On remarque que le ratio dette/RNB de 6 PMA de l'OCI en 2005 était toujours supérieur à la limite critique de 80 pour cent (Tableau A.23 en annexe).

D'après les données du Tableau 14, bien que les moyennes des ratios dette-exportations de tous les PMA ainsi que des PMA de l'OCI dégagent une tendance à la baisse depuis 1990, elles sont toujours considérablement supérieures à celles enregistrées par les deux groupes des pays de l'OCI et des pays en développement. À partir de 2005, alors que le groupe de tous les PMA parvenait à diminuer ce ratio à 211 pour cent au-dessous de la limite critique de 220 pour cent définis par la banque mondiale pour l'endettement⁸, le groupe des PMA de l'OCI était toujours au delà de cette limite avec un ratio de 237 pour cent. En même année, le ratio dette/exportations de tous les PMA et des PMA de l'OCI révèle que plus de trois années de recettes d'exportations seraient nécessaires pour rembourser la dette extérieure de chaque groupe. Au niveau individuel des PMA de l'OCI, le ratio dette-exportations en 2005 a atteint plus de 621 pour cent au Sierra Leone, 308 pour cent au Soudan tandis que les taux plus bas de 65.3 et 75.1 pour cent étaient enregistrés au Yémen et en Maldives, respectivement (Tableau A.24 en annexe).

⁷ World Bank, Global Development Finance 2005, p. xxxi.

⁸ Ibid.



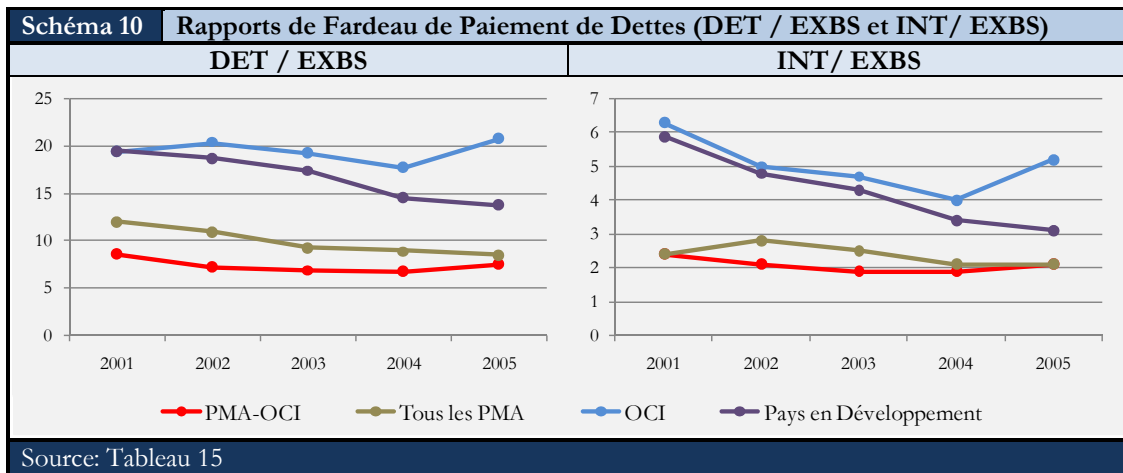
Par contre, les ratios sur la charge de remboursement de la dette indiqués dans le Tableau 15 et Schéma 10 indiquent une meilleure performance des PMA, en particulier les PMA de l'OCI, par rapport à celle des pays de l'OCI et des pays en développement. Alors que le ratio service de la dette (STD/EXBS) de tous les PMA est passé de 18.0 pour cent en 1990 à 8.5 pour cent en 2005, il est passé de 16,6 pour cent à seulement 7.5 pour cent dans les PMA de l'OCI, au cours de la même période. En fait, le ratio service de la dette est un indicateur traditionnel de la crédibilité, qui reflète la capacité d'un pays à continuer à s'endetter. Plus ce ratio est élevé, plus il est possible qu'en cas de baisse importante des recettes d'exportations, le pays ne puisse satisfaire ses obligations en termes de service de la dette et demande un rééchelonnement de ses paiements de dette extérieure.

Tableau 15	Taux d'Inflation Moyens (%)					
	1990	2001	2002	2003	2004	2005
Ratio Service de la Dette (STD/EXBS)						
Tous les PMA	18.0	12.0	10.9	9.3	8.9	8.5
OCI-PMA	16.6	8.6	7.2	6.8	6.7	7.5
Pays de l'OCI	23.3	19.4	20.4	19.2	17.7	20.8
Pays en Développement	20.1	19.5	18.7	17.4	14.6	13.8
Ratio Service de l'Intérêt (INT/EXBS)						
Tous les PMA	6.7	2.4	2.8	2.5	2.1	2.1
OCI-PMA	6.0	2.4	2.1	1.9	1.9	2.1
Pays de l'OCI	9.1	6.3	5.0	4.7	4.0	5.2
Pays en Développement	8.7	5.9	4.8	4.3	3.4	3.1

Source: Tableau A.25 et Tableau A.26 en Annexe

Les chiffres du Tableau 15 indiquent que les PMA, notamment les PMA de l'OCI, réalisaient également une meilleure performance que les pays de l'OCI et les pays en développement en termes de ratio du service de l'intérêt (INT/EXBS). Ce ratio est passé de 6.7 pour cent en 1990 à 2.1 pour cent en 2005 dans tous les PMA et de 6.0 pour cent à seulement 2.1 pour cent dans les PMA de l'OCI, au cours de la même période. Dans ce contexte, il y a lieu de mentionner que le ratio service de l'intérêt est peut-être un meilleur indicateur de la capacité de service de la dette que celui du service de la dette, car les créanciers sont plus concernés par la capacité du pays débiteur à servir ses obligations en intérêts plutôt que de payer le montant principal de sa dette.

Cependant, derrière ces statistiques globales, il y a une situation beaucoup plus complexe au niveau individuel des pays. Dans ce contexte, il est utile de noter que 17 sur les 22 PMA de l'OCI sont actuellement classés comme pays pauvres très endettés (PPTE) (Tableau A.17 en annexe).



En fait, les légères améliorations dans la situation de la dette extérieure des PMA, y compris les PMA de l'OCI, au cours de la période 2000, étaient dues aux dons d'allègement de la dette et aux autres actions entreprises en 1999 dans le cadre de l'Initiative PPTE. Comme la plus grande partie de la dette extérieure des PMA est due aux créanciers publics multilatéraux sous forme de prêts publics, l'Initiative PPTE est vitale pour les PMA, notamment pour ceux qui ont des niveaux non viables de dette extérieure. Réaffirmer et accélérer le soutien de la communauté internationale concernant l'aide et l'allègement de la dette est, par conséquent, une nécessité importante pour promouvoir la croissance économique et la réduction de la pauvreté dans les PMA, y compris les PMA de l'OCI.

Les problèmes sérieux de dette des PMA, y compris les PMA de l'OCI, requièrent une solution exhaustive, comprenant la mise en œuvre intégrale, rapide et efficace de l'Initiative PPTE Renforcée et des autres mesures publiques, multilatérales d'allègement de la dette, en vue de dissiper les causes structurelles de l'endettement et fournir une APD. Les actions et mesures entreprises par la communauté donatrice, notamment par les membres du Club de Paris et les autres créanciers bilatéraux pour assurer un allègement plus rapide et plus important de la dette pour les PPTE, y compris un moratoire sur les paiements de service de la dette, sont des dispositions utiles pour la résolution des problèmes sérieux en matière de dette de ces pays.

Les efforts déployés par les débiteurs viseront, par ailleurs, à maximiser les bénéfices de l'allègement de la dette en créant un cadre national directeur comprenant des réformes fiscales, une structure budgétaire, un ajustement sectoriel, contribuant tous à l'éradication de la pauvreté, et une croissance économique plus rapide, une augmentation des exportations, des épargnes et des investissements, un renforcement des capacités productives, de l'emploi et de la compétitivité internationale.

Fenêtre 2. Dettes Extérieures et les PMA

Le fardeau de dette extérieure est un empêchement principal devant la formation de capital et la croissance économique continues de la plupart des pays moins avancés (PMA). Ces pays ont atteint une étape où simplement ils ne peuvent pas rembourser ces dettes sans aide des institutions internationales et des pays développés (PD). Dans des circonstances normales, une économie viable doit produire plus qu'elle consomme de sorte qu'elle puisse exporter l'excédent. En outre, elle doit exporter plus qu'elle importe afin d'accumuler de devises étrangères que peut être assigné pour le remboursement de dette. D'une part, un PMA a besoin de capital pour se développer, qu'il peut accumuler seulement si son épargne est plus grande que sa dépense d'équipement. Il doit également importer une large variété de biens d'équipement de consommation, intermédiaires et pour son développement, marchandises qu'il ne peut pas produire du tout ou pas de quantités suffisantes. Ainsi, un PMA typique est confronté avec une production, une économie et un déséquilibre commercial, tous en même temps. C'est pourquoi il est entré dans des dettes en premier lieu. La politique la plus saine pour le remboursement de dette est d'augmenter les revenus d'exportation et limiter les dépenses d'importation, pour lesquelles beaucoup des PMA, comme une politique, placent des tarifs élevés sur des importations étrangères. En attendant, ils ne peuvent pas augmenter leurs exportations aux pays développés, quand l'accès à ces marchés est limité par des taux de tarifs élevés appliqués par les PD.

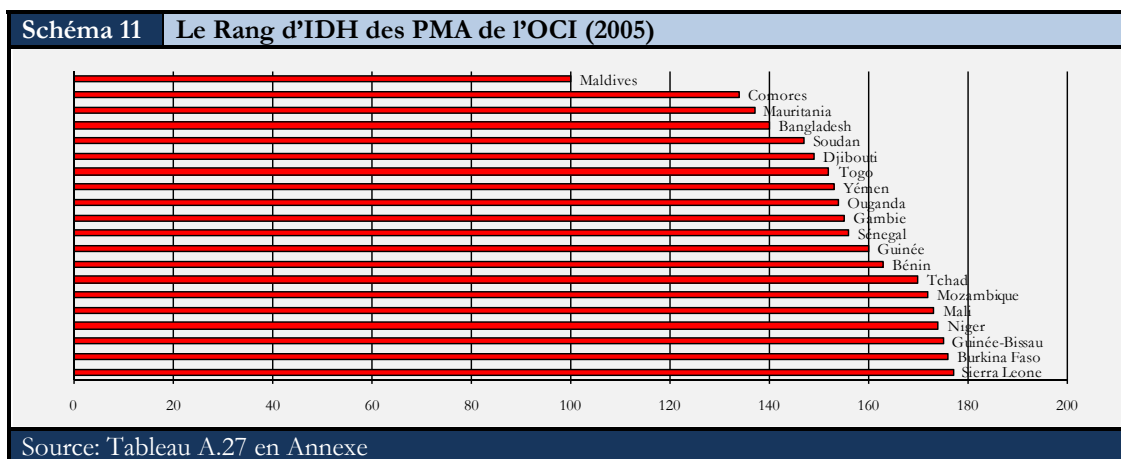
Tentatives dans le passé d'alléger le problème de dette extérieure des PMA et l'expérience acquise : D'abord, les PMA doivent produire un surplus de la balance commerciale en revendiquant leurs exportations et en limitant des importations pour rembourser leur dette extérieure. Leurs exportations dépendent largement aux produits connexes agricoles et de textile. Mais la plupart des pays développés (PD) avaient maintenu des tarifs élevés sur les importations de ces produits. Les PD peuvent aider ces pays, afin de revendiquer des exportations, en abaissant les taux de tarif sur ces produits. En même temps, on devrait permettre à des PMA d'imposer des régimes élevés de tarif sur leurs importations pour maintenir leur balance commerciale positive. Ceci justifie mieux la sous-estimation entre les PD et les PMA pour mettre en application de telles politiques. En second lieu, les économies endettées pauvres ont peu d'accès aux fonds privés et donc en période de la crise financière extrême, il devient nécessaire pour eux de chercher l'aide des institutions internationales comme le FMI. Toutefois la conditionnalité imposée par le FMI, lié à leur aide financière, a relevé de la critique sévère. Selon Bird, "le FMI reflète le pouvoir de négociation plutôt que des circonstances économiques et cela est conduit en grande partie par les intérêts politiques des actionnaires principaux des fonds". Par exemple, ces accords peuvent inclure des dispositions de passer certaines lois qui a comme conséquence la perte de la souveraineté (Stiglitz, 2002). On l'a suggéré qu'on devrait prescrire les manières dont prêtent l'attention aux besoins de ces pays. Une des options est de baser l'aide du FMI sur la sélectivité plutôt que la conditionnalité. Le placement devrait être donné aux pays qui mettent effectivement en application leurs réformes plutôt qu'étant forcés d'accepter les réformes non-populaires des fonds. Selon Stiglitz, il y a d'évidence économique que l'aide sélective peut de manière significative favoriser la croissance économique et l'aide réduisant la pauvreté dans ces pays. Troisièmement, il y a une nouvelle forme de restructuration de dette basée sur des accords de crédit croisé. On l'a suggéré que tandis que la restructuration de dette aide des PMA à court terme, mais dans la plupart des cas il implique de retarder le problème plutôt que le résoudre. Les accords de crédit croisé d'une part ont l'avantage de rembourser la dette dans la devise locale. Un des accords de crédit croisé communs est référé comme échange de dette-équité. "Ceci fait participer un investisseur échangeant, avec la Banque Centrale du pays débiteur, la dette de pays achetée à un escompte dans le marché secondaire pour la devise locale, pour être employée comme investissement de portefeuille", (Nafziger, 1993). De cette façon il est plus facile de rembourser la dette et fournir les PMA par mesure d'aide. Il y a d'autres formes d'accords de crédit croisé qui peuvent également être utilisés.

Sources: (1) Nafziger, E. Wayne. The Debt Crisis in Africa. Baltimore: The Johns Hopkins University Press, 1993.
(2) Stiglitz, Joseph E. Globalization and Its Discontents. New York: W.W. Norton & Co., 2002.
(3) World Bank. Global Development Finance: Financing the Poorest Countries Analysis and Summary Tables. Washington, DC: The World Bank, 2002.

5 DEVELOPPEMENT HUMAIN ET ERADICATION DE LA PAUVRETE

La dimension sociale du processus de développement a acquis une importance spéciale au cours des dernières décennies car les gens doivent y être activement impliqués en ayant un plus grand accès à de meilleurs services sociaux, notamment l'éducation et la santé. Le développement humain avec plus d'investissements dans le capital humain conduit à une allocation plus efficace et productive des ressources et agit, par conséquent, comme un mécanisme générateur de croissance. En fait, le développement humain contribue directement au bien-être du peuple en augmentant leur niveau de vie et en éradiquant la pauvreté dans la société. Certes, comme beaucoup de pays en développement, les PMA, y compris les PMA de l'OCI, ont accordé une attention spéciale au développement humain et à l'éradication de la pauvreté au cours de la dernière décennie. Cependant, l'expérience de ces pays à cet égard montre que bien que peu d'entre eux aient réalisé des progrès en terme de développement humain, y compris l'allègement de la pauvreté, beaucoup d'autres ont été confrontés à des revers importants.

Le tableau global actuel en terme de développement humain dans les PMA de l'OCI est visible sur le Tableau A.27 en annexe qui présente ces pays en fonction de leur Indicateur de Développement Humain (IDH)⁹ du PNUD en 2005. Seuls 10, parmi les 20 PMA de l'OCI dont les IDH ont été calculés en 2005, sont classés comme pays à développement humain moyen (PDHM) alors que les 10 autres pays sont classés comme pays à faible développement humain (PFDH). Ces chiffres étaient 5 et 15, respectivement, en 2004, impliquant une amélioration de cinq pays, qui ont été élevés au niveau des PDHM. Cependant, les chiffres sur les classements d'IDH indiquent que, avec l'addition du Sénégal en 2005, 10 des PMA de l'OCI ont été rangés dans les 20 derniers rangs globalement. Le schéma 11 montre les grades d'IDH des PMA de l'OCI dans l'ordre décroissant. Les Maldives est le seul pays qui est parvenu à accélérer son niveau de développement et trouve un endroit parmi les 100 pays principaux dans l'index.



Les chiffres négatifs dans la dernière colonne du Tableau A.27 en Annexe (IDH ajusté; c.-à-d. le PIB réel par habitant moins le rang d'IDH) indiquent que le PIB réel par habitant est meilleur que le rang d'IDH dans 17 PMA de l'OCI. Ceci implique le besoin d'un plus grand investissement dans les ressources humaines et la prestation de meilleurs services sociaux dans ces pays.

⁹ Il s'agit d'un indicateur élaboré pour évaluer la dimension sociale du processus de développement. C'est un indicateur composite d'espérance de vie comme mesure de la longévité, de taux d'alphabétisation adulte et d'inscription scolaire comme mesure du savoir, et du PIB réel par habitant comme mesure du revenu.

Pour une meilleure compréhension de la performance des PMA de l'OCI en terme de développement humain, le Tableau A.27 présente également les chiffres sur les principaux éléments de cet Indicateur dans ces pays. L'espérance de vie à la naissance est l'un des indicateurs globaux les plus importants en ce qui concerne le développement humain puisqu'elle reflète le niveau de l'accès aux services de santé dans la société. En effet, bien que l'espérance de vie moyenne à la naissance du groupe des PMA de l'OCI (55.5 ans) ait été presque le même que celle de tous les PMA (55.6 ans) en 2005, elle était inférieure à la moyenne des pays en développement (66.1) et du monde (68.1).

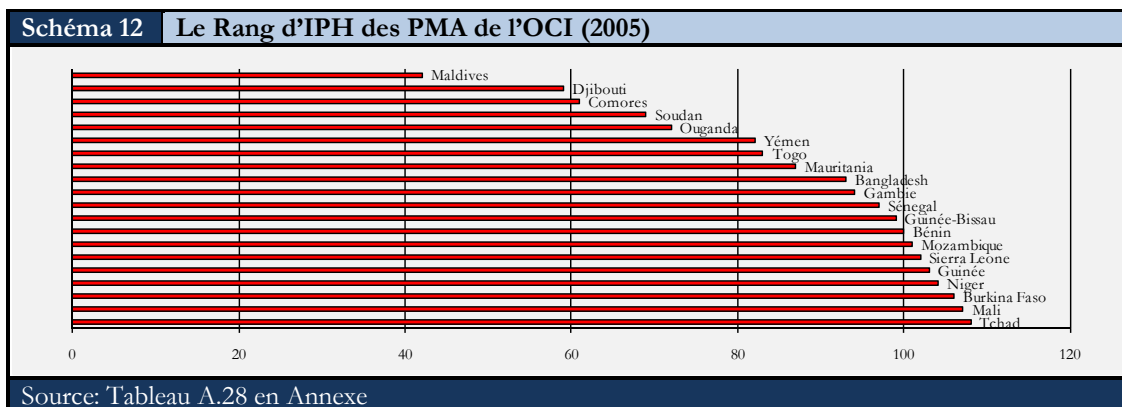
D'autre part, l'accès de la population au savoir par l'éducation et la formation joue un rôle central dans le développement humain qui, à son tour, contribue à des niveaux de vie supérieurs en renforçant la croissance économique. Un progrès global dans ce domaine peut être évalué grossièrement en examinant deux indicateurs majeurs sur l'accès au savoir: le taux d'alphabétisation adulte et le taux brut d'inscription scolaire. Suivant les indications du Tableau A.27, le taux d'alphabétisation adulte moyen dans les PMA de l'OCI (35.5) était beaucoup inférieur à la moyenne de tous les PMA (58.6). Parmi les PMA de l'OCI, seulement des Maldives (96.3), l'Ouganda (66.8) et le Soudan (60.9) ont enregistrés des moyennes plus élevées que la moyenne de tous les PMA, alors que Burkina Faso, le Niger, le Mali, le Tchad et Guinée restaient en-dessous de 30 pour cent. D'ailleurs, le taux brut moyen d'inscription scolaire du groupe des PMA de l'OCI (44.8 pour cent) était également inférieur à celui de tous les PMA (49.4 pour cent). Au niveau de pays individuel, il était plus élevé que la moyenne de tous les PMA dans des PMA de l'OCI et de plus bas que 30 pour cent à Djibouti, Burkina Faso et au Niger.

Par ailleurs, le problème de la pauvreté dans de nombreux PMA de l'OCI semble émaner, en général, du fait que de larges segments de leurs populations n'ont pas encore un accès significatif aux besoins sociaux et humains de base et ne possèdent pas de ressources suffisantes pour améliorer leurs revenus. Il s'agit d'un phénomène multidimensionnel complexe associé aux économies et ressources humaines pauvres et aux services sociaux et politiques économiques et sociales inadéquats. Dans ce contexte, l'Indicateur de Pauvreté Humaine du PNUD (IPH) constitue une mesure de la dimension de la pauvreté humaine. Il s'agit d'un indicateur composite basé sur trois aspects essentiels de la privation humaine: la longévité, mesurée par la probabilité à la naissance de ne pas dépasser l'âge de 40 ans; le savoir, mesuré par le taux d'analphabétisme adulte; et un niveau de vie décent, mesuré par le pourcentage de la population n'ayant pas accès aux sources d'eaux aménagées et le pourcentage d'enfants âgés de moins de 5 ans souffrant d'insuffisance pondérale (voir Tableau A.28 en annexe).

Selon l'IPH de 2004, les chiffres du Tableau A.28 indiquent qu'une moyenne de 44,4 pour cent (153,47 millions) de la population totale de 20 PMA de l'OCI souffrait de la pauvreté humaine. L'IPH était supérieur à 50 pour cent dans 6 PMA de l'OCI à savoir Tchad, Mali, Burkina Faso, Niger, Guinée, Sierra Leone, et Mozambique, ce qui signifie que plus de la moitié de la population de ces pays souffrent de la pauvreté humaine. D'ailleurs, on l'observe également qu'en termes de Classement d'IPH calculés pour 108 pays, 9 des PMA de l'OCI ont été classés parmi les 10 les plus bas. Le Schéma 12 montre les grades d'HPI des PMA de l'OCI dans l'ordre décroissant dans ce classement.

Quand on considère les progrès des PMA de l'OCI en termes de principaux indicateurs de la pauvreté humaine, les chiffres du Tableau A.28 montrent que la plupart de ces pays sont encore en dessous des moyennes en ce qui concerne l'allègement de pauvreté. La probabilité à la naissance de ne pas survivre jusqu'à l'âge de 40 en 2005 est toujours plus de 30 pour cent dans 6 PMA de l'OCI. Le taux d'analphabétisme des adultes est toujours plus de 50 pour cent dans 10 PMA de l'OCI. Le pourcentage de la population n'ayant pas accès aux sources d'eaux aménagées

était, par exemple, supérieur à la moyenne de tous les PMA 30 pour cent dans 13 PMA de l'OCI et supérieur à 50 pour cent dans 5 d'entre eux. Le pourcentage d'enfants maigres au-dessous de 5 ans est toujours 30 pourcent et plus dans 9 PMA de l'OCI (Tableau A. 28 en Annexe).



Comme la pauvreté est un des plus grands défis du monde et un obstacle majeur au développement économique et social, la communauté internationale a considéré sa réduction et l'accès amélioré aux services de base de santé et d'éducation comme principaux objectifs de développement. Dans ce contexte, la communauté internationale a convenu au Sommet Mondial pour le Développement Social en 1995, de la nécessité d'adopter des objectifs à calendrier précis et des cibles quantitatives de réduction de la pauvreté, et de mettre l'accent sur l'élaboration de définitions, d'indicateurs et de mesures de la pauvreté. Par la suite, les Objectifs de Développement du Millénaire ont été établis au Sommet du Millénaire en 2000. Les principaux objectifs étaient de réduire de moitié la proportion de la population souffrant de la faim, d'achever l'éducation primaire universelle, de réduire de deux-tiers les taux de mortalité infantile, et de réduire de moitié la proportion de la population n'ayant pas accès aux sources d'eaux aménagées, d'ici 2015.

Cependant, ce tableau véritable de l'état de développement humain et l'allègement de pauvreté comme discuté au-dessus de reflète clairement le lent progrès réalisé jusqu'à présent par la majorité des PMA de l'OCI dans leurs efforts pour atteindre les ODM pour le développement humain.

Fenêtre 3.

Rôle de Micro-finance dans l'Atténuation de la Pauvreté dans les Pays Moins Avancés

La résolution de l'ONU concernant la première Décennie des Nations Unies pour l'Atténuation de la Pauvreté (1997-2006) adoptée en 1995 était une borne limite en mobilisant le soutien international de la lutte globale contre la pauvreté. Dans la déclaration millénaire de 2000, le sommet de l'ONU a identifié la pauvreté comme le défi le plus grand du nouveau siècle. Plus tard, la réduction de la pauvreté par moitié jusqu'à 2015 a été faite au premier niveau des Objectifs du Millénaire pour le Développement par les chefs d'Etat.

Tout en recherchant des outils de l'atténuation de la pauvreté particulièrement dans les pays moins avancés (PMA), la contribution substantielle potentielle du microcrédit dans cette veine est venue pour être largement identifiée à la lumière de l'expérience réelle de quelques pays. Après avoir provenu de 1976 du Bangladesh, lui-même un PMA, on l'estime que plus de 67 millions de pauvre et des gens de revenu faible ont eu dans le monde entier un accès à la micro-finance en 2003, avec autant que 70 pays - incluant les non PMA ayant des programmes en cours d'utilisation de microcrédit/micro-finance. L'expérience particulièrement des pays moins avancés (PMA) prouve que le microcrédit et la micro-finance sont les outils efficaces de l'atténuation de la pauvreté et l'habilitation des personnes, en particulier les femmes.

Au Bangladesh, la Banque de Grameen, le plus grand fournisseur du microcrédit dans le monde, en date du février 2008 a un réseau de 2499 succursales dans plus de 81.334 villages servant 7.45 millions de clients, dont 97 pour cent sont des femmes. Elle a jusqu'ici donné des prêts en valeur 6.8 milliards dollars des Etats-Unis. Le Microcrédit a été incorporé à la stratégie de développement national du Bangladesh comme l'outil le plus efficace visant les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) pour 2015 sur l'atténuation de la pauvreté. De même, le Bénin mène le groupe des PMA avec le plus grand nombre d'établissements de micro-finance (MF) dans la région des Unions Monétaires de l'Afrique de l'Ouest (UMAO) avec 17 MF employant 143.365 emprunteurs avec une brochure de prêt brute de 126.4 millions dollars des Etats-Unis.

En 2004, dans le cadre de la mise en œuvre du Programme d'Action pour les pays moins avancés pour la décennie 2001-2010, le rôle de l'intermédiation financier dans la réduction de la pauvreté des PMA a été bien identifié, car la micro-finance est vu pour augmenter effectivement les capacités productives aux communautés locales, introduire les pauvres personnes à la vie économique régulière, favoriser les marchés locaux, et créer des emplois et des offres d'emploi dans des secteurs ruraux. En outre, l'impact du microcrédit et la micro-finance ont été les plus grands dans la pauvreté extrême, à condition que ils soient employés comme inducteurs de ou catalyseurs pour l'activité économique, comme partie d'une stratégie d'atténuation de la pauvreté plus large et en combinaison avec des programmes de protection sociale, des salaires d'arrangements d'emploi, l'éducation et la formation.

on devrait, cependant, mentionner aussi que les obstacles aux activités de micro-finance dans les PMA, tels que le manque de politique et l'environnement de normalisation, l'accès insuffisant à l'information et la capacité humaine et institutionnelle faible pour la micro-finance, limiteraient l'accès aux microcrédits sensiblement. Néanmoins, les taux de pénétration résultant d'environ 1 pour cent dans la plupart des PMA indiquent à de grands potentiels pour la future expansion de tels programmes dans ces pays afin d'aider aux efforts de réduction de la pauvreté et aussi comme instrument de politique important.

Comme mentionné ci-dessus, un impact en particulier de grande envergure de la micro-finance qui mérite l'emphase particulière est l'habilitation, particulièrement des femmes face à la privation presque universelle et la pauvreté qu'ils font face. Par la micro-finance, elles deviennent non seulement des acquéreurs de revenu, mais obtiennent d'avoir une plus grande parole dans des décisions de ménage, avec les changements positifs venant également de l'environnement familial et des attitudes sociales envers elles. En conclusion, elles obtiennent des occasions améliorées pour la gestion de réseau et le meilleur accès à l'information et aux marchés. Tous cela s'ajouterait à la confiance en soi chez les femmes et soulèverait leur statut communal.

Sources: (1) Khandker, S. R., *Fighting Poverty with Microcredit: Experience in Bangladesh*, World Bank, Oxford University Press, New York, 1998.

(2) www.grameen-info.org/bank.

(3) EDFI Newsletter, Issue 1, octobre 2005 at www.edfi.be

(4) Session Substantive des Nations Unies en 2004, "les Ressources de Mobilisation et Permettant l'Environnement pour l'Atténuation de la Pauvreté dans le Cadre de la Mise En Œuvre du Programme d'Action pour les Pays Moins Avancés pour la Décennie 2001-2010, Supplément", juin 2004.

6 CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Avec une population de plus de 700 millions d'habitants, les 50 PMA actuels représentent le segment le plus pauvre et le plus faible de la communauté internationale. Ils sont particulièrement mal dotés pour développer leurs économies locales qui sont extrêmement vulnérables aux chocs extérieurs et aux catastrophes naturelles. La faiblesse structurelle de leurs économies et l'absence de capacités de croissance et de développement, souvent aggravées par des handicaps géophysiques, entravent les efforts déployés par ces pays pour améliorer le niveau de vie de leurs populations. Par conséquent, le développement économique et social de ces pays représente un défi majeur pour eux et pour leurs partenaires de développement, ainsi que pour toute la communauté internationale.

Sur les 50 PMA actuels, 22 sont des membres de l'OCI qui représentent une grande partie de la performance de tous les PMA à bien des égards. Avec une population totale de 354.75 millions en 2006, soit 48.5 pour cent de la population totale de tous les PMA, ils représentent 54.8 pour cent de la production totale (PIB) de tous les PMA et 39.1 pour cent de leurs exportations totales de marchandises en termes de dollars des Etats-Unis Courants. Cependant, comme c'est le cas pour les autres PMA, la faiblesse structurelle des économies de la majorité des PMA de l'OCI et l'insuffisance des capacités liées à la croissance et au développement entravent les efforts déployés par ces pays pour améliorer le niveau de vie pour la majorité de leurs populations.

La majorité des PMA de l'OCI (18 pays) sont situés en Afrique subsaharienne et 4 en Asie; 6 de ses pays sont enclavés et 2 sont des petits pays insulaires. Les PMA de l'OCI, notamment ceux de l'Afrique subsaharienne, sont particulièrement mal dotés pour développer leurs économies locales et assurer un niveau de vie soutenable et adéquat à leurs populations. Leurs économies sont aussi extrêmement vulnérables aux chocs extérieurs et aux catastrophes naturelles, ou 14 d'entre eux sont encore classés comme pays exportateurs de produits de base non-pétroliers et dépendent aussi pour leur croissance et leur développement de la production et de l'exportation d'un nombre limité de produits, agricoles pour la plupart. De plus, 17 d'eux sont classés comme pays pauvres très endettés (PPTE).

La performance économique du groupe des PMA, y compris les PMA de l'OCI, en termes de taux de croissance du PIB réel, est restée stable depuis l'an 2000. Ceci était évident, par exemple, en 2001, l'année du ralentissement de l'activité économique mondiale, quand les taux de croissance moyenne annuelle du PIB réel de tous les PMA et des PMA de l'OCI (7.1 et 5.6 pour cent) étaient respectivement supérieurs à ceux du monde et des pays en développement. La performance encourageante des PMA en matière de croissance, notamment depuis l'an 2003, a été soutenue par une hausse considérable des flux globaux nets de ressources vers ces pays. Cette augmentation a été activée, en particulier, par les flux financiers privés accrus, y compris l'IED, et l'APD nette au cours de ladite période. Des progrès ont été également réalisés en matière d'accroissement des exportations en raison d'augmentation dans les prix des produits du monde au cours de la même période.

Cependant, malgré cette image globale encourageante en matière de croissance économique, la divergence entre les PMA a toujours eu tendance à augmenter. La majeure partie de la production, des exportations et des flux de ressources est toujours concentrée dans un nombre limité de pays. En fait, certaines questions importantes concernant le développement durable dans les PMA continuent d'être des sources d'inquiétude. Ces questions comprennent, entre autres, la haute dépendance sur les flux d'aide étrangère et les exportations de produits de base à des prix mondiaux instables, le lourd fardeau de la dette extérieure et le lent progrès en matière de développement humain et d'éradication de la pauvreté.

Compte tenu de ces vulnérabilités et contraintes, le groupe des PMA reçoit une attention particulière dans les efforts de développement de l'ONU puisque leurs besoins en matière de développement sont plus grands que ceux de tous les autres groupes des pays en développement. A ce sujet, il a été reconnu qu'un engagement à fournir un soutien international plus efficace en faveur des PMA est nécessaire. A cet égard, la Troisième Conférence de l'ONU sur les PMA a adopté, en mai 2001, le Programme d'Action en faveur des PMA pour la décennie 2001-2010. Ce programme conjugue les politiques et les mesures qui doivent être appliqués par les PMA, d'une part, et leurs partenaires de développement, de l'autre, dans le but de promouvoir la croissance économique et le développement durable des PMA et leur intégration bénéfique à l'économie mondiale.

Les Etats et les gouvernements qui ont participé à la Troisième Conférence de l'ONU sur les PMA se sont engagés à œuvrer ensemble à s'entraider pour avoir accès aux ressources financières et continuer à accorder une attention particulière aux besoins spécifiques des PMA et des petits pays insulaires en développement. Par conséquent, les pays développés, notamment les partenaires de développement des PMA, c'est-à-dire les créanciers et les donateurs, devraient déployer tous leurs efforts pour accomplir leurs engagements relatifs aux objectifs, politiques et mesures convenus, et fournir un soutien adéquat pour leur mise en œuvre, y compris un soutien financier et technique. Ils devraient notamment déployer des efforts concrets pour atteindre les niveaux approuvés à l'échelle internationale d'APD et d'allègement de la dette des PMA.

La mise en œuvre et le suivi du Programme d'Action en faveur des PMA pour 2001-2010 sont d'une importance primordiale. En effet, des mécanismes et dispositions efficaces pour la mise en œuvre, le suivi, la révision et le contrôle de ces politiques et mesures doivent être établis aux niveaux national, régional et international. Au niveau national, les PMA de l'OCI peuvent entreprendre cette tâche dans le cadre de leurs plans nationaux respectifs de développement et avec la participation de la société civile, y compris le secteur privé. Au niveau régional, les pays de l'OCI peuvent poursuivre et accélérer leurs efforts de coopération pour accorder une assistance technique, financière, alimentaire ou sous une autre forme aux membres les moins avancés.

Dans ce contexte, les recommandations suivantes de politique peuvent être proposées pour chacun des sept domaines prioritaires indiqués dans le Programme d'Action en faveur des PMA pour la période 2001-2010:

(1) Encourager une Action Axée sur la Population

Au Niveau National des PMA de l'OCI:

- Améliorer les conditions de vie de la population vivant dans la pauvreté et développer leurs capacités pour améliorer leur accès et leur utilisation des moyens productifs et des services sociaux de base.
- Adopter des réformes saines de politique socio-économique en vue d'atteindre des niveaux durables de croissance économique, notamment dans les domaines de la fiscalité et des finances et promouvoir des mécanismes de microcrédit pour les pauvres.
- Développer des liens efficaces entre les diverses activités économiques, notamment entre l'agriculture et les petites et micro-entreprises, et promouvoir l'efficacité des marchés par un mécanisme institutionnel efficace intégré de contrôle et de surveillance.

- Promouvoir une distribution équitable des bénéfices de la croissance et du développement en faveur des pauvres en vue d'accroître leurs opportunités de participation dans l'activité économique.

Au Niveau de la Coopération Intra-OCI:

- Soutenir des programmes conjoints de politique sectorielle susceptibles d'aider à la réalisation d'un équilibre approprié entre les objectifs économiques et les objectifs de développement social.
- Assister les PMA de l'OCI dans leurs efforts, en leur fournissant des ressources financières et autres, en établissant des filets de protection sociale efficaces pour réduire l'insécurité et la vulnérabilité de ces pays.
- Faciliter l'établissement d'un environnement extérieur favorable pour l'OCI afin d'augmenter la participation et les bénéfices des PMA de l'OCI dans les institutions financières internationales et les autres organisations multilatérales de développement.
- Encourager et soutenir les PMA de l'OCI dans leur accès aux technologies de l'information et des communications, et à l'infrastructure physique nécessaire, et dans le renforcement de la capacité qui leur permettraient de tirer des bénéfices de la mondialisation et de réduire ses conséquences néfastes.

(2) Bonne Gouvernance aux Niveaux National et International

Au Niveau National des PMA de l'OCI:

- Etablir un cadre institutionnel, juridique et réglementaire efficace, juste et stable afin de renforcer l'état de droit et stimuler la participation efficace et la coopération étroite entre tous les intervenants concernés aux niveaux nationaux et locaux dans le processus du développement.
- Renforcer les efforts pour lutter contre la corruption, le blanchiment de l'argent noir, le transfert illégal des fonds et les autres activités illicites en renforçant les lois et règlements relatifs à la lutte contre la corruption et leur application effective.

Au Niveau de la Coopération Intra-OCI:

- Soutenir une participation pleine et efficace des PMA de l'OCI à l'action et au dialogue internationaux et régionaux en faveur du développement, de la paix et de la sécurité et à l'établissement des normes dans tous les domaines affectant leur développement.
- Fournir une réponse adéquate, y compris l'assistance financière et technique, aux demandes des PMA de l'OCI, en matière de renforcement de la capacité institutionnelle et humaine pour des besoins de gouvernance.

(3) Renforcer les Capacités Humaines et Institutionnelles

Au Niveau National des PMA de l'OCI:

- Renforcer l'efficacité des investissements dans le secteur social par une augmentation des allocations budgétaires en faveur de l'infrastructure sociale et des services sociaux de base tels que l'éducation et la formation, la santé et l'assainissement, etc.
- Améliorer l'accès au système d'éducation de haute qualité en attribuant une priorité élevée au développement des budgets pour l'éducation, notamment l'éducation de base et la formation professionnelle.
- Développer des systèmes nationaux adéquats de santé dans lesquels une attention particulière est accordée au segment le plus pauvre de la population en renforçant la disponibilité des services de santé, y compris l'alimentation, la prévention des maladies, l'immunisation, l'accès à l'eau potable et l'assainissement.
- Encourager la participation du secteur privé pour suppléer au secteur public dans l'établissement de l'infrastructure sociale et des services sociaux dans un cadre réglementaire approprié.
- Encourager et soutenir, dans le cadre d'une législation appropriée, les efforts de la société civile, y compris les organisations traditionnelles et communautaires, pour investir dans le renforcement du capital social et des réseaux sociaux, notamment pour les groupes pauvres et vulnérables.
- Améliorer les politiques et les stratégies nationales appropriées conformes aux objectifs approuvés au niveau international dans les domaines de l'éducation et de la formation, la santé et l'alimentation, la planification familiale et l'intégration sociale.

Au Niveau de la Coopération Intra-OCI:

- Accorder un soutien technique et financier pour les programmes de renforcement des capacités institutionnelles et humaines, notamment dans les secteurs de l'éducation et de la santé dans les pays confrontés à des défis significatifs tels que des crises complexes et des catastrophes naturelles.
- Assister les PMA de l'OCI en leur accordant un soutien technique, financier ou toute autre forme de soutien, pour l'établissement d'infrastructures efficaces de santé et l'augmentation des services de soins de santé, des médicaments et vaccins nécessaires, notamment ceux relatifs aux maladies transmissibles telles que le VIH/SIDA, le paludisme et la tuberculose.
- Soutenir et assister les PMA de l'OCI pour le développement de filets de protection sociale efficaces et d'un mécanisme rapide de réaction pour affronter les catastrophes naturelles et les chocs économiques, y compris ceux résultant des programmes de réforme économique et d'ajustement fiscal.

(4) Mettre en Place les Capacités de Production Nécessaires pour que les PMA Bénéficient de la Mondialisation

Au Niveau National des PMA de l'OCI:

- Améliorer et renforcer les domaines critiques d'infrastructures physiques tels que les transports, l'énergie, les télécommunications, les technologies de l'information et des communications.
- Faciliter l'acquisition et le développement des technologies appropriées et durables et renforcer la capacité d'innovation en augmentant l'investissement dans les activités de R&D.
- Renforcer l'esprit d'entreprise au niveau national en créant un dialogue et un partenariat efficaces des secteurs publics/privés en vue d'accroître la cohérence des politiques relatives au commerce, aux investissements et aux entreprises, notamment les petites et moyennes entreprises.
- Faciliter l'accès à des sources d'énergie d'un prix abordable, grâce notamment à l'adoption et la promotion, dans les zones rurales, de mécanismes financiers novateurs comme le micro financement, les coopératives de crédit et les accords de licence.
- Augmenter les investissements publics et privés dans le secteur agricole et les programmes de développement rural et promouvoir les industries agroalimentaires en vue d'améliorer la technologie agricole, augmenter les revenus dans les zones rurales et stimuler les liens entre l'agriculture et l'industrie.
- Encourager et renforcer les investissements en vue de soutenir le développement durable du secteur manufacturier et stimuler les investissements locaux et étrangers dans les secteurs de la transformation et de création de valeur ajoutée.
- Adopter des plans et programmes cohérents pour le développement d'une industrie durable du tourisme et encourager les investissements privés dans le secteur du tourisme.

Au Niveau de la Coopération Intra-OCI:

- Fournir un soutien technique et financier pour améliorer et développer les domaines d'infrastructures physiques dans les PMA de l'OCI afin de faciliter la complémentarité régionale et bilatérale au sein de l'OCI et renforcer le commerce de l'OCI aux niveaux national, régional et international.
- Soutenir les efforts des PMA de l'OCI par une assistance financière, technique et/ou autre forme d'assistance pour atteindre des niveaux appropriés d'investissement dans l'infrastructure pour la R&D, l'éducation et la formation qui sont cohérents avec le renforcement des capacités technologiques locales et le renforcement des liens entre les institutions de R&D dans ces pays ainsi que dans d'autres pays de l'OCI.
- Encourager les fonds de capitaux conjoints publics et privés et de partenariats pour soutenir les programmes des PMA de l'OCI afin d'améliorer l'accès des petites et moyennes entreprises aux services financiers et d'affaires.

- Soutenir les PMA de l'OCI dans leurs efforts pour développer les ressources en énergie par une assistance financière et en facilitant les investissements conjoints du secteur privé, ainsi qu'en dissipant leurs inquiétudes pour affronter les hausses de prix des importations d'énergie.
- Soutenir les efforts des PMA de l'OCI pour améliorer la productivité agricole, par la facilitation de l'accès de leurs produits agricoles aux marchés de l'OCI, en fournissant des technologies et pratiques agricoles appropriées et en développant leur infrastructure d'irrigation pour réduire la désertification et la dépendance sur les précipitations.
- Assurer un soutien technique pour la cartographie géologique et la compilation de données de base sur les zones riches en minéraux dans les PMA de l'OCI en vue de stimuler les investissements conjoints publics/privés dans les projets miniers.
- Fournir une assistance financière, technique et/ou toute autre forme d'assistance pour soutenir les efforts des PMA de l'OCI destinés à renforcer leurs capacités nationales dans le domaine du tourisme.

(5) Renforcer le Rôle du Commerce dans le Développement

Au Niveau National des PMA de l'OCI:

- Intégrer les politiques nationales dans les stratégies nationales de développement en vue d'éradiquer la pauvreté et renforcer la capacité dans le domaine de la politique commerciale et les domaines connexes tels que les droits de douane, l'administration douanière, la concurrence, l'investissement et la technologie.
- Eliminer les goulots d'étranglement institutionnels et de procédure qui augmentent les coûts de transactions, par l'amélioration de l'efficacité et de la transparence, la mise en œuvre de mesures de facilitation du commerce, l'amélioration des normes et du contrôle de qualité et le développement de la compétitivité des exportations majeures, notamment des exportations de produits de base.
- Accélérer le processus d'adhésion des PMA de l'OCI qui sont en cours d'accession à l'OMC et assurer que ce processus soit plus efficace et moins onéreux et conforme à leurs conditions économiques spécifiques en simplifiant les règles de procédure de l'OMC.
- Prendre en compte les dispositions d'intégration régionale des contraintes particulières auxquelles sont confrontées les PMA et profiter de la flexibilité accordée par les règles du commerce multilatéral relatives aux dispositions du commerce régional en vue de permettre une intégration profitable et facile dans l'économie mondiale.

Au Niveau de la Coopération Intra-OCI:

- Soutenir et assister, entre autres, en fournissant une assistance financière, technique et/ou toute autre forme d'assistance aux PMA de l'OCI dans leurs efforts pour le renforcement de la capacité en matière de politique commerciale et d'autres domaines tels que les droits de douane, l'administration douanière, la concurrence et l'investissement, en supprimant les goulots d'étranglement institutionnels et de procédure qui augmentent les coûts de transactions, par la mise en œuvre de mesures de facilitation du commerce et l'amélioration des normes et du contrôle de qualité.

- Faciliter l'accès au marché des exportations majeures des PMA de l'OCI en adoptant des mesures de commerce préférentiel en leur faveur en vue d'œuvrer vers l'objectif d'accès libre de tous les produits des PMA de l'OCI.
- Continuer à fournir une assistance adéquate et prévisible aux PMA de l'OCI pour leur processus d'adhésion à l'OMC, y compris une assistance technique, financière ou autre, en renforçant l'assistance technique pour la mise en œuvre des accords commerciaux multilatéraux, notamment ceux de l'OMC.
- Fournir une assistance financière pour imprévus et à court terme, y compris un soutien à la balance des paiements par l'intermédiaire d'institutions appropriées, en vue d'aider les PMA de l'OCI à affronter les conséquences des chocs extérieurs sérieux.

(6) Réduire la Vulnérabilité et Protéger l'Environnement

Au Niveau National des PMA de l'OCI:

- Identifier les vulnérabilités particulières et les mesures d'adaptation possible qui doivent être intégrées pleinement dans les stratégies nationales de développement du pays.
- Accroître les efforts pour inverser les tendances à la perte de ressources nationales environnementales et assurer des réactions intégrées aux contraintes environnementales et économiques, à la lumière des conditions environnementales spécifiques aux pays et des profils de pauvreté et de vulnérabilité et en mettant en œuvre des plans de gestion pertinents en matière de législation et d'environnement.
- Poursuivre et intensifier les efforts pour développer et renforcer les mesures nationales de réduction des catastrophes et les systèmes d'alerte rapide et de prévision.

Au Niveau de la Coopération Intra-OCI:

- Accorder une assistance financière, technique et autre aux PMA de l'OCI dans leurs efforts pour la protection de l'environnement dans le contexte du développement durable, en facilitant et en finançant l'accès et le transfert aux technologies saines pour l'environnement, au développement des ressources humaines et des capacités institutionnelles et des bases de données environnementales.
- Réaliser les principes de la déclaration de Rio sur l'environnement et du développement, entre autres et en cas échéant, accorder la priorité spéciale aux PMA de l'OCI en matière de soutien international ainsi qu'en facilitant le renforcement des capacités de ces pays à participer aux négociations internationales en matière d'environnement.
- Fournir une assistance pour l'atténuation des conséquences des catastrophes et le développement de la capacité des PMA de l'OCI en vue d'identifier des scénarios d'atténuation et établir des mesures protectrices et des plans pour imprévus, *entre autres*, en soutenant et en facilitant la participation de ces pays aux réseaux régionaux et internationaux d'alerte rapide, d'atténuation des conséquences des catastrophes et de secours et en leur permettant d'en bénéficier.

(7) Mobiliser des Ressources Financières

Au Niveau National des PMA de l'OCI:

- Développer des systèmes nationaux financiers efficaces et adéquats pour stimuler les épargnes locales, en renforçant, entre autres, les règles prudentielles régissant les banques et les autres institutions financières et, *entre autres*, en promouvant les mécanismes financiers innovants tels que les plans de financement par microcrédit.
- Assurer que les mesures d'aide et d'allègement de la dette soutiennent, au lieu d'entraver, les efforts de mobilisation des ressources locales, en surveillant l'utilisation et l'efficacité ainsi que les implications fiscales des ressources extérieures, y compris l'APD, et en accordant une attention particulière à la productivité et à la viabilité des investissements financés par ces ressources.
- Redoubler d'efforts pour améliorer la capacité de gestion de la dette, notamment en tenant périodiquement des consultations avec les créanciers et les partenaires de développement au sujet des problèmes d'endettement, et utiliser les ressources libérées par l'allègement de la dette, ainsi que d'autres sources de financement du développement, de façon à prendre en compte pleinement les intérêts des pauvres.
- Renforcer l'environnement favorable au développement du secteur privé et des flux d'IDE; un cadre réglementaire et juridique favorable est d'une importance particulière pour les IDE, ainsi que le renforcement de la capacité institutionnelle nécessaire pour sa mise en œuvre et sa préservation dans le cadre du renforcement de la capacité d'offre.

Au Niveau de la Coopération Intra-OCI:

- Soutenir et assister les efforts des PMA de l'OCI pour le développement du secteur financier et des réformes.
- Soutenir et encourager la participation des PMA de l'OCI aux discussions sur la politique internationale d'aide aux niveaux régional et international, et encourager les pays donateurs à remplir leurs engagements à cet égard tels que définis dans le PA de l'ONU.
- Entreprendre une action d'allègement de la dette des PMA de l'OCI au niveau régional, y compris une évaluation exhaustive de leurs problèmes de dette et des mesures d'allègement de la dette pour les PMA de l'OCI qui ne font pas partie de l'Initiative PPTE.
- Encourager l'augmentation des flux non publics, y compris les flux d'investissement, aux PMA de l'OCI, en soutenant les initiatives au niveau de l'OCI pour des projets conjoints publics et privés d'investissements de capitaux dans ces pays.
- Assister les PMA de l'OCI dans l'établissement d'organes consultatifs en matière d'investissement étrangers dans leurs pays, fonctionnant comme guichets uniques responsables pour fournir des informations, des services et un soutien administratif aux investisseurs étrangers potentiels.

REFERENCES

IMF, *World Economic Outlook, October 2007*, IMF, Washington, D.C. October 2007.

IMF, *WEO Database*, April 2007.

IMF, *International Financial Statistics December 2007 CD*.

IMF, *Direction of Trade Statistics Yearbook 2006*, IMF, Washington, D.C., 2006.

SESRTCIC (Ankara Centre), *Annual Economic Report on the OIC Countries 2007*, November 2007.

UNDP, *Human Development Report 2007*, United Nations, New York and Geneva, 2007.

UNCTAD, *The Least-developed Countries Report 2007*, United Nations, New York and Geneva, 2007.

World Bank, *Global Development Finance 2007*, The World Bank, Washington, D.C., 2007.

Tableau A.1		Distribution Régionale des PMA du Monde	
A F R I Q U E		A S I E	
Angola	Bénin ^{(3) (4)}	Afghanistan ^{(1) (3) (4)}	
Burundi ^{(1) (3) (4)}	Burkina Faso ^{(1) (3) (4)}	Bangladesh	
Cape Verde ⁽²⁾	C. Rep. D'Afrique ^{(1) (3) (4)}	Bhutan ^{(1) (4)}	
Comores ^{(2) (3)}	Tchad ^{(1) (3) (4)}	Cambodge	
Djibouti	Rep. Dem. de Congo, ^{(3) (4)}	Lao PDR ^{(1) (5)}	
Erythrée ^{(3) (4)}	Guinée Equatoriale	Maldives ⁽²⁾	
Ethiopie ^{(1) (3) (4)}	Gambie ⁽³⁾	Myanmar ⁽³⁾	
Guinée ^{(3) (4)}	Guinée-Bissau ^{(3) (4)}	Népal ^{(1) (3)}	
Lesotho ⁽¹⁾	Liberia ^{(3) (4)}	Yémen	
Madagascar ^{(2) (3)}	Malawi ^{(1) (3) (4)}	P A C I F I Q U E	
Mali ^{(1) (3) (4)}	Mauritanie ^{(3) (4)}	Kiribati ^{(2) (4)}	
Mozambique ^{(3) (4)}	Niger ^{(1) (3) (4)}	Samoa ⁽²⁾	
Rwanda ^{(1) (3) (4)}	Sao Tome Principe ^{(2) (3) (4)}	Les îles de Salomon ^{(2) (4)}	
Sénégal ⁽³⁾	Sierra Leone ^{(3) (4)}	Tuvalu ⁽²⁾	
Somalie ^{(3) (4)}	Soudan ⁽³⁾	Vanuatu ⁽²⁾	
Tanzanie ^{(3) (4)}	Togo ^{(3) (4)}	Timor-Leste ⁽²⁾	
Ouganda ^{(1) (3) (4)}	Zambie ^{(1) (3) (4)}	C A R A I B E S	
		Haïti ^{(2) (3)}	

(1) Pays enclavé. (2) Pays insulaire. (3) Pays Pauvre Très Endetté (PPTÉ). (4) Pays exportateur de produits de base non-pétroliers. (*) Les pays indiqués en caractères gras sont des PMA de l'OCI.

Tableau A.2	Population Totale (en millions)					
	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Bangladesh	131.46	134.03	136.62	139.22	141.82	144.45
Bénin	6.56	6.85	6.97	7.18	7.40	7.61
Burkina Faso	11.56	12.02	12.42	12.81	13.11	13.42
Tchad	7.67	7.86	8.60	8.82	9.04	9.26
Comores	0.56	0.58	0.59	0.60	0.61	0.63
Djibouti	0.68	0.69	0.71	0.72	0.73	0.75
Gambie	1.36	1.40	1.44	1.48	1.52	1.56
Guinée	8.21	8.46	8.77	8.99	9.28	9.56
Guinée-Bissau	1.41	1.45	1.49	1.54	1.59	1.63
Maldives	0.30	0.31	0.32	0.33	0.34	0.35
Mali	11.39	11.66	11.92	12.20	12.48	12.77
Mauritanie	2.57	2.63	2.70	2.76	2.82	2.89
Mozambique	18.07	18.44	18.79	19.13	19.59	20.04
Niger	11.12	11.46	11.82	12.18	12.56	12.95
Sénégal	10.60	10.86	11.12	11.39	11.66	11.94
Sierra Leone	4.92	5.05	5.18	5.31	5.45	5.59
Soudan	31.90	32.70	33.60	34.47	35.30	36.22
Togo	5.53	5.68	5.84	5.99	6.15	6.31
Ouganda	25.11	25.97	26.87	27.82	28.82	29.85
Yémen	22.05	22.97	23.92	24.91	25.93	26.99
PMA de l'OCI(*)	313.00	321.04	329.67	337.83	346.18	354.75
Tous les PMA (**)	646.81	663.91	680.66	697.16	714.28	731.42
Pays de l'OCI	1247.42	1272.93	1299.79	1326.02	1351.16	1377.47
Pays en Développement	5083.26	5177.12	5248.94	5320.26	5390.50	5461.95
Monde	6031.69	6131.83	6209.70	6286.80	6363.44	6440.88
PMA de l'OCI comme % de:						
Tous les PMA	48.4	48.4	48.4	48.5	48.5	48.5
Pays de l'OCI	25.1	25.2	25.4	25.5	25.6	25.8
Monde	5.2	5.2	5.3	5.4	5.4	5.5
(*)Excluant l'Afghanistan et la Somalie pour lesquelles les données complètes pendant la période en considération ne sont pas disponibles.						
(**)Excluant l'Afghanistan, la Somalie et Tuvalu pour lesquelles les données complètes pendant la période en considération ne sont pas disponibles.						

Tableau A.3	PIB à Prix Courants (en milliards de dollars)					
	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Bangladesh	47.194	49.56	54.476	59.12	61.28	65.216
Bénin	2.502	2.817	3.565	4.053	4.406	4.76
Burkina Faso	2.815	3.301	4.279	5.114	5.624	6.055
Tchad	1.711	1.995	2.728	4.421	5.896	6.547
Comores	0.22	0.252	0.325	0.363	0.388	0.402
Djibouti	0.577	0.596	0.628	0.666	0.709	0.768
Gambie	0.418	0.37	0.353	0.401	0.461	0.507
Guinée	3.039	3.21	3.624	3.97	3.331	3.317
Guinée-Bissau	0.199	0.204	0.236	0.27	0.302	0.305
Maldives	0.625	0.641	0.692	0.806	0.795	0.988
Mali	3.018	3.343	4.429	4.944	5.412	6.191
Mauritanie	1.122	1.15	1.285	1.495	1.857	2.663
Mozambique	3.697	4.094	4.789	5.913	6.636	7.296
Niger	1.947	2.177	2.736	2.948	3.403	3.55
Sénégal	4.882	5.352	6.828	7.958	8.615	9.242
Sierra Leone	0.806	0.936	0.991	1.073	1.215	1.419
Soudan	13.38	14.976	17.78	21.691	27.895	37.564
Togo	1.334	1.479	1.677	1.94	2.112	2.21
Ouganda	5.65	5.835	6.243	6.817	8.734	9.443
Yémen	9.533	9.985	11.869	13.565	15.193	18.7
PMA de l'OCI (*)	104.669	112.273	129.533	147.528	164.264	187.143
Tous les PMA (**)	176.435	188.115	216.042	249.426	291.217	341.263
Pays de l'OCI	1432.025	1534.946	1795.157	2106.149	2493.872	2906.853
Pays en Développement	8480.443	8659.405	9540.778	10922.778	12623.183	14430.610
Monde	31542.424	32812.809	36853.274	41431.886	44688.300	48144.466
PMA de l'OCI comme % de:						
Tous les PMA	59.3	59.7	60.0	59.1	56.4	54.8
Pays de l'OCI	7.3	7.3	7.2	7.0	6.6	6.4
(*)Excluant l'Afghanistan et la Somalie pour lesquelles les données complètes pendant la période en considération ne sont pas disponibles.						
(**)Excluant l'Afghanistan, la Somalie et Tuvalu pour lesquelles les données complètes pendant la période en considération ne sont pas disponibles.						

Tableau A.4	PIB par Habitant (en dollars à prix courants)					
	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Bangladesh	359	370	399	425	432	451
Bénin	382	411	511	564	596	625
Burkina Faso	244	275	345	399	429	451
Tchad	223	254	317	502	653	707
Comores	391	438	553	605	633	642
Djibouti	849	860	890	931	973	1028
Gambie	308	265	246	271	304	325
Guinée	370	379	413	441	359	347
Guinée-Bissau	142	141	158	176	190	187
Maldives	2105	2095	2197	2482	2376	2864
Mali	265	287	371	405	434	485
Mauritanie	437	437	477	542	658	921
Mozambique	205	222	255	309	339	364
Niger	175	190	232	242	271	274
Sénégal	461	493	614	699	739	774
Sierra Leone	164	185	191	202	223	254
Soudan	419	458	529	629	790	1037
Togo	241	260	287	324	343	350
Ouganda	225	225	232	245	303	316
Yémen	432	435	496	544	586	693
PMA de l'OCI	334	339	380	425	463	515
Tous les PMA	273	280	314	354	404	462
Pays de l'OCI	1148	1188	1361	1565	1818	2079
Pays en Développement	1667	1671	1815	2051	2339	2639
Monde	5229	5351	5935	6590	7023	7475

Tableau A.5	Structure de la Production (en % du PIB, moyenne 2000-2005)			
	Agriculture	Industrie:	dont la Fabrication	Services
Afghanistan	47	23	16	30
Bangladesh	22	27	16	52
Bénin	37	15	9	48
Burkina Faso ⁽²⁾	31	19	12	50
Tchad ⁽²⁾	34	28	9	39
Comores	49	11	4	40
Djibouti	4	16	3	80
Gambie	33	13	5	54
Guinée ⁽²⁾	24	35	4	41
Guinée-Bissau ⁽²⁾	59	12	0	28
Maldives	9	16	8	75
Mali	37	24	8	39
Mauritanie ⁽²⁾	26	27	6	46
Mozambique	22	25	13	52
Niger ⁽²⁾	43	13	7	44
Sénégal	17	24	16	59
Sierra Leone ⁽²⁾	45	11	3	44
Somalie	60	7	2	33
Soudan ⁽¹⁾	46	24	8	30
Togo	42	21	6	37
Ouganda	33	21	9	46
Yémen ⁽¹⁾	13	44	6	43
PMA de l'OCI	28	26	12	46
Tous les PMA ^(*)	30	28	10	42
Pays de l'OCI	13	40	16	47
Pays en Développement ^(*)	11	37	23	52

(1) Exportateurs de Pétrole (2 pays).
(2) Exportateurs de Produit de Base Non-Combustibles (7 pays).

Tableau A.6	Taux de Croissance Réelle du PIB (en Pourcentage)					
	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Afghanistan		28.6	15.7	8	14	8
Bangladesh	4.8	4.8	5.8	6.1	6.3	6.7
Bénin	6.2	4.5	3.9	3.1	2.9	4.1
Burkina Faso	6.6	4.7	8	4.6	7.1	6.4
Tchad	11.7	8.5	14.7	33.6	8.6	1.3
Comores	3.3	4.1	2.5	-0.2	4.2	1.2
Djibouti	2	2.6	3.2	3	3.2	4.5
Gambie	5.8	-3.2	6.9	7	5.1	6.5
Guinée	4	4.2	1.2	2.7	3.3	2.8
Guinée-Bissau	0.2	-7.1	-0.6	2.2	3.2	2.7
Maldives	3.5	6.5	8.5	9.5	-4.5	16.1
Mali	12.1	4.3	7.2	2.4	6.1	4.6
Mauritanie	2.9	1.1	5.6	5.2	5.4	11.7
Mozambique	13.1	8.2	7.9	7.5	7.8	8.5
Niger	7.1	3	4.5	-0.7	6.8	3.4
Sénégal	4.6	0.7	6.7	5.6	5.5	3.3
Sierra Leone	18.2	27.4	9.5	7.4	7.3	7.4
Soudan	6.2	5.4	7.1	5.1	8.6	12.2
Togo	-2.3	-0.2	5.2	2.3	1.2	1.8
Ouganda	4.8	6.9	4.4	5.7	6.7	5.4
Yémen	4.6	3.9	3.1	2.6	3.7	3.8
PMA de l'OCI	5.6	5.8	6.4	6.0	6.5	6.7
Tous les PMA	7.1	6.2	5.8	7.3	7.8	7.1
Pays de l'OCI	1.8	4.5	6.6	6.7	6.3	5.8
Pays en Développement	4.3	5.0	6.7	7.7	7.5	7.9
Monde	2.5	3.1	4.0	5.3	4.9	5.4

Tableau A.7	Taux Moyens d'Inflation Annuelle (Variation annuelle en % des prix à la consommation)					
	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Afghanistan			5.1	24.1	13.2	12.3
Bangladesh	1.9	3.7	5.4	6.1	7	6.3
Bénin	4	2.4	1.5	0.9	5.4	3.8
Burkina Faso	4.7	2.3	2	-0.4	6.4	2.4
Tchad	12.4	5.2	-1.8	-5.4	7.9	7.9
Comores	5.6	3.6	3.7	4.5	3	3.4
Djibouti	1.8	0.6	2	3.1	3.1	3.6
Gambie	4.5	8.6	17	14.2	3.2	1.5
Guinée	5.4	3	12.9	17.5	31.4	33.9
Guinée-Bissau	3.3	3.3	-3.5	0.8	3.4	1.9
Maldives	0.7	0.9	-2.8	6.3	3.3	3.5
Mali	5.2	5	-1.3	-3.1	6.4	1.9
Mauritanie	7.7	5.4	5.3	10.4	12.1	6.2
Mozambique	9.1	16.8	13.5	12.6	6.4	13.2
Niger	4	2.7	-1.8	0.4	7.8	0.1
Sénégal	3	2.3	0	0.5	1.7	2.1
Sierra Leone	2.6	-3.7	7.5	14.2	12.1	9.5
Soudan	4.9	8.3	7.7	8.4	8.5	7.2
Togo	3.9	3.1	-0.9	0.4	6.8	2.7
Ouganda	4.5	-2	5.7	5	8	6.6
Yémen	11.9	12.2	10.8	12.5	11.8	21.6
PMA de l'OCI	4.4	5.0	5.5	6.8	8.2	8.3
Tous les PMA	26.6	16.2	14.8	9.8	9.8	9.5
Pays de l'OCI	12.2	11.0	7.2	5.8	7.0	7.8
Pays en Développement	6.7	5.8	5.8	5.6	5.4	5.3

Tableau A.8	Exportations de Marchandises (FAB, en millions de dollars)					
	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Afghanistan	91	87	210	185	238	275
Bangladesh	5736	5443	6229	7586	8494	12762
Bénin	591	242	271	290	300	390
Burkina Faso	174	173	248	376	373	419
Tchad	75	63	91	111	1840	2280
Comores	38	28	33	35	24	32
Djibouti	236	202	247	252	274	340
Gambie	27	31	18	38	28	37
Guinée	543	828	629	560	1328	1363
Guinée-Bissau	125	95	71	110	109	133
Maldives	77	91	113	123	99	167
Mali	156	162	215	328	246	387
Mauritanie	548	543	594	803	943	1400
Mozambique	704	682	1044	1504	1745	2381
Niger	162	169	200	222	298	428
Sénégal	784	949	1159	1276	1443	1364
Sierra Leone	56	106	141	184	196	209
Somalie	77	113	151	190	250	300
Soudan	1700	1942	2609	3774	4822	5700
Togo	220	249	416	408	364	568
Ouganda	452	466	533	574	672	687
Yémen	3370	3271	3724	4076	5606	6459
PMA de l'OCI	15940	15935	18945	24003	29693	38080
Tous les PMA	34827	36634	42356	54777	74031	97366
Pays de l'OCI	497285	506156	611598	803892	995752	1220966
Pays en Développement	2212840	2381770	2859490	3644310	4414480	5308350
Monde	6139530	6432970	7516000	9131810	10363300	11961100
PMA de l'OCI comme % de:						
Tous les PMA	45.8	43.5	44.7	43.8	40.1	39.1
Pays de l'OCI	3.2	3.1	3.1	3.0	3.0	3.1
Pays en Développement	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7
Changement en % annuel :						
PMA de l'OCI	1.2	0.03	18.9	26.7	23.7	28.2
Tous les PMA	1.9	5.2	15.6	29.3	35.1	31.5
Pays de l'OCI	-7.7	1.8	20.8	31.4	23.9	22.6
Pays en Développement	-5.7	7.6	20.1	27.4	21.1	20.2
Monde	-3.9	4.8	16.8	21.5	13.5	15.4

Tableau A.9	Importations de Marchandises (CAF, en millions de dollars)					
	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Afghanistan	566	1034	1608	1973	3007	3825
Bangladesh	9012	7848	9835	11590	13851	17892
Bénin	622	721	886	897	893	3427
Burkina Faso	508	650	863	1024	1095	1262
Tchad	366	462	351	412	488	529
Comores	83	96	124	111	114	143
Djibouti	720	669	864	896	1207	1555
Gambie	399	412	506	577	638	709
Guinée	499	877	694	1140	1872	2251
Guinée-Bissau	108	102	159	136	213	200
Maldives	393	391	471	645	745	931
Mali	1391	1381	1525	1887	2067	2357
Mauritanie	711	882	1001	1123	1368	1475
Mozambique	1063	1270	1740	2035	2467	2914
Niger	325	396	495	588	838	1009
Sénégal	1727	1958	2359	2854	3215	3423
Sierra Leone	420	496	602	523	609	560
Somalie	338	388	422	547	626	798
Soudan	1864	2168	2714	4086	6689	8558
Togo	355	397	563	557	590	2600
Ouganda	1006	1074	1375	1494	1702	2131
Yémen	2466	2777	4404	3984	4800	6949
PMA de l'OCI	24941	26446	33560	39080	49093	65499
Tous les PMA	48167	50303	62364	74722	92297	117955
Pays de l'OCI	383088	423432	503494	695750	828769	1010295
Pays en Développement	2140310	2278880	2705470	3487800	4087930	4888890
Monde	6379300	6627190	7749790	9487200	10750100	12383900
PMA de l'OCI comme % de:						
Tous les PMA	51.8	52.6	53.8	52.3	53.2	55.5
Pays de l'OCI	6.5	6.2	6.7	5.6	5.9	6.5
Pays en Développement	1.2	1.2	1.2	1.1	1.2	1.3
Changement en % annuel :						
PMA de l'OCI	4.8	6.0	26.9	16.4	25.6	33.4
Tous les PMA	3.8	4.4	24.0	19.8	23.5	27.8
Pays de l'OCI	-3.2	10.5	18.9	38.2	19.1	21.9
Pays en Développement	-2.6	6.5	18.7	28.9	17.2	19.6
Monde	-3.2	3.9	16.9	22.4	13.3	15.2

Tableau A.10	Balance des Comptes Courants (en millions de dollars)					
	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Afghanistan		-150	138	105	41	-145
Bangladesh	-390	156	-215	-697	-158	618
Bénin	-159	-238	-298	-292	-273	-304
Burkina Faso	-315	-328	-379	-541	-661	-625
Tchad	-576	-2002	-1293	-210	63	121
Comores	7	-4	-10	-10	-13	-22
Djibouti	-20	-9	21	-9	8	-68
Gambie	-11	-10	-18	-51	-93	-73
Guinée	-81	-137	-123	-214	-133	-119
Guinée-Bissau	-44	-22	-7	8	-11	-17
Maldives	-59	-36	-32	-129	-274	-361
Mali	-314	-104	-275	-415	-482	-455
Mauritanie	-131	35	-175	-517	-877	-36
Mozambique	-719	-791	-721	-507	-730	-762
Niger	-93	-142	-153	-208	-253	-267
Sénégal	-213	-298	-422	-488	-694	-1112
Sierra Leone	-131	-45	-75	-52	-93	-70
Soudan	-2116	-1488	-1369	-1352	-2919	-5431
Togo	-169	-132	-150	-184	-234	-268
Ouganda	-217	-287	-362	-81	-183	-384
Yémen	507	514	-8	263	246	675
PMA de l'OCI	-5244	-5518	-5926	-5581	-7723	-9105
Tous les PMA	-10011	-9044	-10581	-8930	-8732	-9212
Pays de l'OCI	62585	42123	81126	113855	215477	258722
Pays en Développement	39400	77300	147600	212600	428000	544200

Tableau A.11	Réserves à l'Exclusion de l'Or (en millions de dollars)					
	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Afghanistan						
Bangladesh	1275	1683	2578	3172	2767	3806
Bénin	578	616	718	640	657	912
Burkina Faso	261	313	752	669	438	555
Tchad	122	219	187	222	226	625
Comores	62	80	94	104	86	94
Djibouti	70	74	100	94	89	120
Gambie	106	107	59	84	98	121
Guinée	200	171		110	95	
Guinée-Bissau	69	103	33	73	80	82
Maldives	93	133	159	204	186	231
Mali	349	594	952	861	855	970
Mauritanie	285	396	415			
Mozambique	713	803	938	1131	1054	1156
Niger	107	134	260	258	250	371
Sénégal	447	637	1111	1386	1191	1334
Sierra Leone	51	85	67	125	171	184
Somalie						
Soudan	50	249	529	1338	1869	1660
Togo	126	205	205	360	195	375
Ouganda	983	934	1080	1308	1344	1811
Yémen	3658	4411	4987	5665	6115	7512
PMA de l'OCI	9607	11947	15226	17804	17765	21917
Tous les PMA	16355	19853	24292	30178	33165	43669
Pays de l'OCI	216676	252644	310008	387788	454451	595188
Pays en Développement	1277516	1524987	1932014	2457017	2901575	3657663

Tableau A.12	Formation Brute de Capital (% of FBC)					
	1990	2001	2002	2003	2004	2005
Afghanistan	13	14	12	13	17	21
Bangladesh	16	23	23	24	24	25
Bénin	14	20	18	20	21	18
Burkina Faso	19	26	25	25	25	23
Tchad	7	39	57	45	27	27
Comores	20	12	12	12	10	11
Djibouti	27	17	22	19	19	20
Gambie	18	24	21	19	27	26
Guinée	17	23	19	14	16	17
Guinée-Bissau	15	16	22	19	13	15
Maldives	31	28	26	27	42	61
Mali	22	24	16	26	22	21
Mauritanie	19	24	22	27	46	44
Mozambique	20	26	30	27	23	20
Niger	13	15	16	17	15	19
Sénégal	11	18	17	21	21	26
Sierra Leone	10	-33	-13	10	14	19
Somalie	24	20	20	20	20	20
Soudan	7	18	19	20	22	22
Togo	25	15	18	19	19	20
Ouganda	15	20	21	22	23	24
Yémen	15	20	18	21	20	22
PMA de l'OCI	15	21	22	23	23	24
Tous les PMA	16	20	20	21	22	21
Pays en Développement	26	25	25	26	28	28

Tableau A.13	Epargnes Intérieures Brutes (En % des EIB)					
	1990	2001	2002	2003	2004	2005
Bangladesh	12	18	19	20	20	21
Bénin	6	11	10	10	12	11
Burkina Faso	6	11	11	11	12	8
Tchad	1	7	10	22	46	55
Comores	-5	-3	0	0	-3	-7
Djibouti	-1	8	12	7	9	10
Gambie	3	19	13	10	10	8
Guinée	15	21	11	9	8	7
Guinée-Bissau	-12	5	0	9	-2	-3
Maldives	47	45	46	49	43	28
Mali	6	17	16	19	17	18
Mauritanie	5	2	4	-3	-1	-15
Mozambique	-14	14	27	20	22	18
Niger	9	7	7	6	3	8
Sénégal	6	9	7	9	8	10
Sierra Leone	8	-71	-49	-26	-14	-6
Somalie	19	19	19	19	19	19
Soudan	8	10	13	16	19	18
Togo	14	-1	4	3	2	1
Ouganda	8	5	5	7	8	9
Yémen	11	20	18	19	21	21
PMA de l'OCI	9	12	13	14	16	16
Tous les PMA	10	13	14	13	16	16
Pays en Développement	26	25	27	28	29	31

Tableau A.14	Total des Flux Financiers (en millions de \$ nets)					
	1990	2001	2002	2003	2004	2005
Bangladesh	1644	1294	889	1193	1816	1805
Bénin	274	275	189	259	450	260
Burkina Faso	217	335	365	444	610	596
Tchad	257	599	1118	985	784	1038
Comores	33.2	22.4	21.8	15.2	13.5	14.5
Djibouti	148.8	27.6	55.7	60.1	81.6	83.9
Gambie	62.2	63.6	107.5	68.9	115.5	116.7
Guinée	211	186	173	215	226	178
Guinée-Bissau	96.4	30.1	43.3	127.1	43.1	60.4
Maldives	23.9	30.7	48.5	41	53.9	85.3
Mali	348	395	575	602	694	781
Mauritanie	138	305	441	465	288	342
Mozambique	948	976	2394	1106	1367	1207
Niger	358	216	244	396	563	478
Sénégal	702	303	379	293	1029	675
Sierra Leone	79	276	288	264	389	354
Somalie	372	120	178	154	204	244
Soudan	572	1059	1037	1836	2420	3978
Togo	205	118	102	81	127	56
Ouganda	479	854	815	1048	1314	1159
Yémen	333	274	283	98	360	40
PMA de l'OCI	7502	7759	9747	9751	12949	13552
Tous les PMA	14408	16499	19060	29700	29995	29121
Pays en Développement	92987	209742	192037	248312	382252	505250
PMA de l'OCI comme % de:						
Tous les PMA	52.1	47.0	51.1	32.8	43.2	46.5
Pays en Développement	8.1	3.7	5.1	3.9	3.4	2.7

Tableau A.15	Assistance Publique au Développement (APD) (*) (en millions de dollars nets)					
	1990	2001	2002	2003	2004	2005
Afghanistan	122	405	1300	1591	2188	2775
Bangladesh	2093	1025	909	1394	1413	1321
Bénin	267	272	216	295	385	349
Burkina Faso	327	390	471	507	614	660
Tchad	311	185	228	247	321	380
Comores	45	27	32	24	25	25
Djibouti	194	58	78	79	64	79
Gambie	97	53	60	63	65	58
Guinée	292	281	249	240	280	182
Guinée-Bissau	126	59	59	145	77	79
Maldives	21	25	27	21	28	67
Mali	478	351	466	543	568	691
Mauritanie	236	267	344	238	181	190
Mozambique	998	931	2201	1037	1246	1286
Niger	388	256	297	457	541	515
Sénégal	812	413	445	447	1055	689
Sierra Leone	59	343	353	304	360	343
Somalie	491	148	191	174	200	236
Soudan	813	181	343	613	992	1829
Togo	258	43	51	50	59	87
Ouganda	663	790	710	976	1198	1198
Yémen	400	458	583	234	253	336
PMA de l'OCI	9490	6961	9613	9676	12124	13376
Tous les PMA	16358	13467	17595	23351	24159	25538
Pays en Développement	55323	46964	53896	65424	73840	101104
PMA de l'OCI comme % de:						
Tous les PMA	58.0	51.7	54.6	41.4	50.2	52.4
Pays en Développement	17.2	14.8	17.8	14.8	16.4	13.2
Par habitant (courants en dollars)						
PMA de l'OCI	30	22	30	29	36	39
Tous les PMA	31	21	27	34	35	36
Pays en Développement	13	9	11	13	14	19

(*)En provenance de toutes sources, y compris les dons.

Tableau A.16	Flux d'Investissement Etranger Direct (en millions de dollars)					
	1990	2001	2002	2003	2004	2005
Bangladesh	3	79	52	268	449	802
Bénin	62	51	18	48	108	21
Burkina Faso	0	9	15	29	14	19
Tchad	9	460	924	713	478	705
Comores	0	1	0	1	-0.1	1
Djibouti	0	3	4	14	39	23
Gambie	14	36	43	22	57	52
Guinée	18	2	30	79	98	102
Guinée-Bissau	2	0	4	4	2	10
Maldives	6	12	12	14	15	10
Mali	6	122	244	132	101	159
Mauritanie	7	92	118	214	5	115
Mozambique	9	255	348	337	245	108
Niger	41	23	2	15	26	12
Sénégal	57	32	78	52	77	54
Sierra Leone	32	10	10	9	61	59
Somalie	6	0	0	-1	21	24
Soudan	-31	574	713	1349	1511	2305
Togo	18	64	53	34	57	3
Ouganda	-6	151	185	202	222	257
Yémen	-131	155	114	-89	144	-266
PMA de l'OCI	122	2131	2967	3446	3729	4574
Tous les PMA	549	6874	6349	10807	9511	7663
Pays de l'OCI	5950	12008	18909	25562	35508	50180
Pays en Développement	24580	174833	157065	159973	217840	280795
PMA de l'OCI comme % de:						
Tous les PMA	22.3	31.0	46.7	31.9	39.2	59.7
Pays de l'OCI	2.1	17.7	15.7	13.5	10.5	9.1
Pays en Développement	0.5	1.2	1.9	2.2	1.7	1.6

Tableau A.17	Dettes Extérieures Totales (en millions de dollars)					
	1990	2001	2002	2003	2004	2005
Bangladesh	12439	15250	17046	18774	20129	18935
Bénin (*)	1292	1661	1836	1828	1916	1855
Burkina Faso (*)	832	1495	1548	1736	2049	2045
Tchad (*)	529	1136	1323	1590	1701	1633
Comores (*)	189	248	276	293	309	289
Djibouti	205	263	335	396	428	424
Gambie (*)	369	488	577	634	674	672
Guinée (*)	2476	3254	3401	3457	3538	3247
Guinée-Bissau (*)	692	668	699	745	765	693
Maldives	78	235	272	284	353	368
Mali (*)	2468	2910	2827	3114	3320	2969
Mauritanie (*)	2113	2263	2244	2333	2312	2281
Mozambique (*)	4650	4891	5049	4755	5047	5121
Niger (*)	1726	1587	1784	2067	1967	1972
Sénégal (*)	3744	3644	4086	4367	3825	3793
Sierra Leone (*)	1197	1292	1440	1604	1728	1682
Somalie (*)	2370	2563	2689	2838	2849	2750
Soudan (*)	14762	16524	17314	18406	19353	18455
Togo (*)	1281	1395	1573	1702	1836	1708
Ouganda (*)	2584	3733	3993	4575	4790	4463
Yémen	6352	5087	5225	5375	5488	5363
PMA de l'OCI	62348	70587	75537	80874	84377	80718
Tous les PMA	124722	138674	146974	157039	162952	157409
Pays de l'OCI	413684	615663	652892	701105	747616	722278
Pays en Développement	1330061	2260516	2366651	2587927	2766754	2742378
PMA de l'OCI comme % de:						
Tous les PMA	50.0	50.9	51.4	51.5	51.8	51.3
Pays de l'OCI	15.1	11.5	11.6	11.5	11.3	11.2
Pays en Développement	4.7	3.1	3.2	3.1	3.0	2.9

(*) Pays Pauvre Très Endetté (PPTE).

Tableau A.18	Service Total de la Dette (STD) (en millions de dollars)					
	1990	2001	2002	2003	2004	2005
Bangladesh	749	676	727	672	671	791
Bénin	38	50	58	60	64	69
Burkina Faso	34	38	44	47	50	46
Tchad	12	23	26	47	46	61
Comores	1	3	5	3	3	4
Djibouti	15	11	12	16	18	18
Gambie	38	14	15	20	38	29
Guinée	169	105	125	131	172	162
Guinée-Bissau	8	23	11	15	45	33
Maldives	9	22	22	21	32	34
Mali	68	80	83	77	100	88
Mauritanie	146	74	54	55	57	67
Mozambique	79	90	78	85	83	93
Niger	99	28	26	33	43	38
Sénégal	324	213	220	244	336	193
Sierra Leone	21	96	22	25	27	25
Somalie	11	0	0	0	0	0
Soudan	50	233	141	272	312	388
Togo	86	32	13	17	21	17
Ouganda	145	50	71	84	103	172
Yémen	169	259	171	176	223	211
PMA de l'OCI	2271	2120	1924	2101	2444	2539
Tous les PMA	4280	5444	5334	5194	6031	6340
Pays de l'OCI	49872	74133	83923	92409	105190	121102
Pays en Développement	146904	365518	371254	416027	441331	513831

Tableau A.19	Dette à Long Terme (DLT) (en millions de dollars)					
	1990	2001	2002	2003	2004	2005
Bangladesh	11658	14741	16404	18083	19186	17938
Bénin	1218	1505	1689	1726	1827	1762
Burkina Faso	748	1315	1409	1598	1905	1920
Tchad	469	1024	1191	1462	1582	1537
Comores	176	223	245	265	275	259
Djibouti	155	236	305	367	394	389
Gambie	308	453	507	567	622	626
Guinée	2253	2844	2972	3154	3188	2931
Guinée-Bissau	630	627	662	713	738	671
Maldives	64	181	223	259	313	307
Mali	2337	2642	2518	2910	3136	2843
Mauritanie	1806	1914	1916	2054	2060	2043
Mozambique	4231	4137	4414	4116	4407	4419
Niger	1487	1475	1650	1926	1823	1803
Sénégal	3008	3193	3540	3971	3585	3609
Sierra Leone	940	1121	1260	1418	1510	1420
Somalie	1926	1795	1860	1936	1949	1882
Soudan	9651	11138	11435	11887	12237	11659
Togo	1081	1192	1323	1485	1609	1469
Ouganda	2162	3306	3578	4190	4461	4250
Yémen	5160	4277	4497	4745	4799	4717
PMA de l'OCI	51469	59339	63599	68830	71606	68455
Tous les PMA	106250	115879	126357	136127	139778	134067
Pays de l'OCI	347871	503691	529522	562906	591659	568617
Pays en Développement	1094694	1863304	1933507	2062178	2177971	2147179

Tableau A.20	Dettes à Court Terme (DCT) (en millions de dollars)					
	1990	2001	2002	2003	2004	2005
Bangladesh	156	361	572	617	712	688
Bénin	55	79	74	29	24	39
Burkina Faso	84	63	13	14	29	21
Tchad	30	23	26	23	23	16
Comores	12	24	30	28	34	30
Djibouti	50	12	10	9	13	17
Gambie	16	27	37	33	27	25
Guinée	172	287	289	166	229	229
Guinée-Bissau	57	18	14	12	11	10
Maldives	14	54	49	26	41	55
Mali	62	97	144	35	39	17
Mauritanie	238	244	215	174	162	169
Mozambique	345	558	434	430	442	545
Niger	154	32	28	10	9	41
Sénégal	421	202	294	156	36	36
Sierra Leone	148	19	10	17	22	69
Somalie	285	627	677	735	726	709
Soudan	4155	4835	5306	5920	6524	6278
Togo	113	146	198	175	201	225
Ouganda	140	151	159	149	137	81
Yémen	1192	436	341	229	313	353
PMA de l'OCI	7899	8295	8919	8987	9754	9652
Tous les PMA	13073	16715	14945	15159	16782	17869
Pays de l'OCI	58883	80403	83898	95615	117403	125678
Pays en Développement	200715	321931	337335	418884	492739	546020

Tableau A.21	Utilisation de Crédits du FMI (CR FMI) (en millions de \$)					
	1990	2001	2002	2003	2004	2005
Bangladesh	626	149	71	74	231	308
Bénin	18	77	73	73	65	53
Burkina Faso	0	117	126	125	115	104
Tchad	30	89	107	106	96	79
Comores	0	1	1	0	0	0
Djibouti	0	16	21	20	21	19
Gambie	26	26	32	35	25	21
Guinée	51	123	139	136	122	87
Guinée-Bissau	5	23	23	21	16	12
Maldives	0	0	0	0	0	0
Mali	69	171	166	169	145	109
Mauritanie	70	105	113	104	90	69
Mozambique	74	196	200	209	197	157
Niger	85	81	106	131	135	128
Sénégal	314	248	253	240	204	148
Sierra Leone	108	152	169	169	196	192
Somalie	159	141	152	166	174	160
Soudan	956	551	573	599	593	518
Togo	87	57	52	42	27	14
Ouganda	282	275	257	236	192	131
Yémen	0	374	386	401	376	292
PMA de l'OCI	2960	2971	3019	3056	3020	2600
Tous les PMA	5378	5559	6031	6189	6394	5464
Pays de l'OCI	6909	31585	39473	42561	38555	27971
Pays en Développement	34652	75281	95809	106865	96044	49179

Tableau A.22	Dettes Publiques ou Garanties par l'Etat (en millions de \$)					
	1990	2001	2002	2003	2004	2005
Bangladesh	11658	14741	16404	18083	19186	17938
Bénin	1218	1505	1689	1726	1827	1762
Burkina Faso	748	1315	1409	1598	1905	1920
Tchad	469	1024	1191	1462	1582	1537
Comores	176	223	245	265	275	259
Djibouti	155	236	305	367	394	389
Gambie	308	435	507	567	622	626
Guinée	2253	2844	2972	3154	3188	2931
Guinée-Bissau	630	627	662	713	738	671
Maldives	64	181	223	259	313	307
Mali	2337	2642	2518	2910	3136	2843
Mauritanie	1806	1914	1916	2054	2060	2043
Mozambique	4211	2587	2902	3207	3596	3727
Niger	1226	1413	1596	1881	1784	1771
Sénégal	2948	3143	3506	3921	3440	3467
Sierra Leone	940	1121	1260	1418	1510	1420
Somalie	1926	1795	1860	1936	1949	1882
Soudan	9155	10642	10939	11391	11741	11163
Togo	1081	1192	1323	1485	1609	1469
Ouganda	2162	3306	3578	4190	4461	4250
Yémen	5160	4277	4497	4745	4799	4717
PMA de l'OCI	50632	57163	61503	67330	70115	67093
Tous les PMA	105396	113532	123825	133940	137439	131205
Pays de l'OCI	329158	402877	427618	455609	464460	413557
Pays en Développement	1034699	1325664	1389415	1468901	1513473	1361634

Tableau A.23	Ratio Dette-RNB (DET/RNB) (%)					
	1990	2001	2002	2003	2004	2005
Bangladesh	40.4	31.4	34.3	34.3	33.7	30
Bénin	71.5	70.7	66	52	47.8	43.5
Burkina Faso	26.7	53.2	48.4	41.5	42.6	39.6
Tchad	30.7	67.6	68.8	71.9	47.1	36.8
Comores	75.6	112.3	110	90.7	85.7	75.1
Djibouti		44.9	55.3	58.7	58.6	54.7
Gambie	126.7	123.6	166	182.2	176.8	150.7
Guinée	92.8	110.3	107.3	96.1	88.8	100.2
Guinée-Bissau	296.6	365.1	362.9	331.5	295.9	239.6
Maldives	40.2	40.1	45	43.5	48	49.8
Mali	102.6	118.1	91.1	74.1	71	58.5
Mauritanie	196.4	207.8	175.9	173.7	143.3	119.1
Mozambique	200.4	144.1	128.8	103.6	90.6	82.3
Niger	71.2	82.2	83.1	76.1	64.7	58.1
Sénégal	68	81.2	83.9	69.5	51.2	46.9
Sierra Leone	206.4	165.6	158.9	166.6	166.3	144.9
Somalie	283.9					
Soudan	119.1	138.6	124.5	113.9	97.5	72.1
Togo	80.2	107.4	108.1	98.1	90.3	78.8
Ouganda	61.1	67.4	70	74.8	71.8	52.2
Yémen	132.6	58.5	57.8	54.2	47.1	40
PMA de l'OCI	78.7	69.2	69.2	65.0	59.4	51.0
Tous les PMA	91.8	85.2	85.0	80.7	72.3	60.2
Pays de l'OCI	54.4	58.4	57.2	52.6	48.3	40.9
Pays en Développement	36.2	39.2	39.2	37.8	34.3	28.7

Tableau A.24	Ratio Dette-Exportation (DET/EXBS) (%)					
	1990	2001	2002	2003	2004	2005
Bangladesh	427.9	169.3	173	166.2	155.9	128.1
Bénin	277.9	264.5	264.1	231.7	218.4	
Burkina Faso	164.3	468.8				
Tchad	192.9					
Comores	392					
Djibouti						
Gambie	217.5			275.5	274.3	279.4
Guinée	294.3	381.1	414.6	398.9	410.3	
Guinée-Bissau	2554	862.7	879.1	789.5	684.9	
Maldives	42.4	49.7	54.2	48.2	50.7	75.1
Mali	449.3	296.8	234.2	237.3	240.7	
Mauritanie	432.9					
Mozambique	1550.9	455.9	410.4	331.6	274.8	233.7
Niger	304.7	446.8	506.9	465.7	328.2	
Sénégal	230	211.6	216.8	185	134.8	
Sierra Leone	568.8	1410	1162	784.9	707.5	620.9
Somalie						
Soudan	2574.9	671.3	562	483.5	369	307.8
Togo	177.2	275.4	251	200.8	194.7	
Ouganda	1453.1	348.1	347.2	393.7	322	238.8
Yémen	209.9	101.6	100.2	95.6	85.3	65.3
PMA de l'OCI	456.3	286.6	281.6	260.4	229.9	237.0
Tous les PMA	523.6	305.1	299.0	282.3	239.2	211.0
Pays de l'OCI	193.6	161.5	158.4	146.0	125.8	124.1
Pays en Développement	181.8	120.6	119.4	108.3	91.2	73.6

Tableau A.25	Ratio Service de la Dette (STD/EXBS) (%)					
	1990	2001	2002	2003	2004	2005
Bangladesh	25.8	7.5	7.4	5.9	5.2	5.3
Bénin	8.2	7.9	8.4	7.6	7.2	
Burkina Faso	6.8	11.8				
Tchad	4.4					
Comores	2.3					
Djibouti						
Gambie	22.2			8.9	15.2	12
Guinée	20	12.3	15.2	15.1	19.9	
Guinée-Bissau	31.1	30.1	13.9	16.1	40.2	
Maldives	4.8	4.6	4.4	3.6	4.7	6.9
Mali	12.3	8.2	6.8	5.8	7.2	
Mauritanie	29.8					
Mozambique	26.2	8.4	6.3	5.9	4.5	4.2
Niger	17.4	7.9	7.4	7.5	7.1	
Sénégal	19.9	12.3	11.7	10.4	11.8	
Sierra Leone	10.1	104.6	17.5	12.4	11.2	9.2
Somalie						
Soudan	8.7	9.5	4.6	7.2	6	6.5
Togo	11.9	6.4	2.1	2	2.2	
Ouganda	81.4	4.7	6.1	7.2	6.9	9.2
Yémen	5.6	5.2	3.3	3.1	3.5	2.6
PMA de l'OCI	16.6	8.6	7.2	6.8	6.7	7.5
Tous les PMA	18.0	12.0	10.9	9.3	8.9	8.5
Pays de l'OCI	23.3	19.4	20.4	19.2	17.7	20.8
Pays en Développement	20.1	19.5	18.7	17.4	14.6	13.8

Tableau A.26	Ratio Service de l'Intérêt (INT/EXBS) (%)					
	1990	2001	2002	2003	2004	2005
Bangladesh	6.9	2	1.8	1.6	1.6	1.6
Bénin	3.8	2.8	3.7	2.3	2.2	
Burkina Faso	3.1	4				
Tchad	1.9					
Comores	1.8					
Djibouti						
Gambie	7.2			3.9	3.7	4.4
Guinée	7	4.3	4.4	4	5.1	
Guinée-Bissau	22.5	12.8	4.7	4.7	9	
Maldives	1.5	1.3	1.1	0.9	1.2	2
Mali	4.4	1.9	2	1.5	2	
Mauritanie	9.7					
Mozambique	12.6	1.7	2.2	1.8	1.7	1.4
Niger	6.3	2.1	2.4	2.5	2.2	
Sénégal	7.9	3.8	3.9	3.3	2.6	
Sierra Leone	4.4	12.2	7.2	5.2	5.4	4.7
Somalie						
Soudan	5.9	1.7	1.3	1.5	1.5	1.1
Togo	6	2.1	0.4	0.3	0.4	
Ouganda	20.2	1.6	2.2	2.4	2.5	1.9
Yémen	2.9	1.5	1.2	1	1.1	0.8
PMA de l'OCI	6.0	2.4	2.1	1.9	1.9	2.1
Tous les PMA	6.7	2.4	2.8	2.5	2.1	2.1
Pays de l'OCI	9.1	6.3	5.0	4.7	4.0	5.2
Pays en Développement	8.7	5.9	4.8	4.3	3.4	3.1

Tableau A.27		Indicateur de Développement Humain du PNUD 2005					
	Espérance de vie à la naissance 2005 (années)	Taux d'alphabétisation adulte 2005 (%) (1)	Taux brut d'inscription scolaire 2005 (%) (2)	PIB par habitant 2005 (3)	Valeur d'IDH	Classement d'IDH (4)	IDH Ajusté (5)
PDHM:							
Maldives	67.0	96.3	65.8	5261	0.741	100	-1
Comores	64.1		46.4	1993	0.561	134	10
Mauritanie	63.2	51.2	45.6	2234	0.550	137	-5
Bangladesh	63.1	47.5	56.0	2053	0.547	140	0
Soudan	57.4	60.9	37.3	2083	0.526	147	-10
Djibouti	53.9		25.3	2178	0.516	149	-15
Togo	57.8	53.2	55.0	1506	0.512	152	-1
Yémen	61.5	54.1	55.2	930	0.508	153	16
Ouganda	49.7	66.8	63.0	1454	0.505	154	-2
Gambie	58.8		50.1	1921	0.502	155	-9
PFDH:							
Sénégal	62.3	39.3	39.6	1792	0.499	156	-9
Guinée	54.8	29.5	45.1	2316	0.456	160	-30
Bénin	55.4	34.7	50.7	1141	0.437	163	-2
Tchad	50.4	25.7	37.5	1427	0.388	170	-17
Mozambique	42.8	38.7	52.9	1242	0.384	172	-16
Mali	53.1	24.0	36.7	1033	0.380	173	-8
Niger	55.8	28.7	22.7	781	0.374	174	-1
Guinée-Bissau	45.8		36.7	827	0.374	175	-4
Burkina Faso	51.4	23.6	29.3	1213	0.370	176	-17
Sierra Leone	41.8	34.8	44.6	806	0.336	177	-5
PMA de l'OCI	55.5	35.5	44.8	1709.6	0.473		
Tous les PMA	55.6	58.6	49.4	1988.7	0.509		
PD	66.1	76.6	64.1	5282	0.691		
Monde	68.1	78.6	67.8	9543	0.743		

(1) En % de la population âgée de 15 ans et plus.
(2) Ratio combiné pour les écoles primaires, secondaires et supérieures.
(3) En PPP dollars des Etats-Unis.
(4) Calculé pour 177 pays.
(5) Classement du PIB réel par habitant (PPP \$ E.U.) moins le rang d'IDH: un chiffre positif indique que le rang d'IDH est meilleur que celui du PIB réel par habitant, un chiffre négatif indique le contraire.

Tableau A.28		Indicateur de Pauvreté Humaine du PNUD 2005						
	Probabilité à la naissance de ne pas dépasser l'âge de 40 ans (%)	Taux d'alphabétisation adulte (%) (1)	Population n'ayant pas accès aux sources d'eaux aménagées (%)	Enfants de moins de 5 ans souffrant d'insuffisance pondérale (%)	Classement d'IPH (2)	Valeur d'IPH (3)	Population (mln) 2005	Souffrant de la pauvreté humaine (mln)
PDHM:								
Maldives	12.1	3.7	17	30	42	17.0	0.34	0.06
Comores	15.3		14	25	61	31.3	0.61	0.19
Mauritanie	14.6	48.8	47	32	87	39.2	2.82	1.11
Bangladesh	16.4	52.5	26	48	93	40.5	141.82	57.44
Soudan	26.1	39.1	30	41	69	34.4	35.30	12.14
Djibouti	28.6		27	27	59	28.5	0.73	0.21
Togo	24.1	46.8	48	25	83	38.1	6.15	2.34
Yémen	18.6	45.9	33	46	82	38.0	25.93	9.85
Ouganda	38.5	33.2	40	23	72	34.7	28.82	10.00
Gambie	20.9		18	17	94	40.9	1.52	0.62
PFDH:								
Sénégal	17.1	60.7	24	17	97	42.9	11.66	5.00
Guinée	28.6	70.5	50	26	103	52.3	9.28	4.85
Bénin	27.9	65.3	33	23	100	47.6	7.40	3.52
Tchad	32.9	74.3	58	37	108	56.9	9.04	5.14
Mozambique	45.0	61.3	57	24	101	50.6	19.59	9.91
Mali	30.4	76.0	50	33	107	56.4	12.48	7.04
Niger	28.7	71.3	54	40	104	54.7	12.56	6.87
Guinée-Bissau	40.5		41	25	99	44.8	1.59	0.71
Burkina Faso	26.5	76.4	39	38	106	55.8	13.11	7.32
Sierra Leone	45.6	65.2	43	27	102	51.7	5.45	2.82
Total des PMA de l'OCI							346.18	147.14
En % des PMA de l'OCI								42.5
(1) % de l'âge de 15 ans et plus.								
(2) Calculé pour 108 pays en développement.								
(3) % de la population totale.								